



PRÉFET DE LA VENDÉE

Direction départementale  
des territoires et de la mer

Délégation à la mer et au littoral  
Service gestion durable de la mer et du littoral  
Unité gestion patrimoniale du Domaine Public  
Maritime

CONVENTION DE CONCESSION D'UTILISATION  
DU DOMAINE PUBLIC MARITIME EN DEHORS DES PORTS  
établie entre l'État et la Société Éoliennes en mer Îles d'Yeu et de Noirmoutier (EMYN)  
sur une dépendance du domaine public maritime portant sur  
des installations éoliennes de production d'électricité en mer

Entre

L'État, représenté par le Préfet de la Vendée, concédant,

et

La Société Éoliennes en mer Îles d'Yeu et de Noirmoutier, société par actions simplifiée, immatriculée au RCS de Nantes sous le n° 798 378 865, dont le siège social est situé 22, Mail Pablo Picasso, immeuble « le Skyline », 44 000 Nantes, concessionnaire, ci-après désigné EMYN,

Représentée par Bruno Hernandez en qualité de président, dûment habilité à signer.

**IL EST PRÉALABLEMENT EXPOSÉ CE QUI SUIT :**

Par un avis publié au Journal officiel de l'Union européenne en date du 16 mars 2013, le Ministère de l'écologie, du développement durable, des transports et du logement et le Ministère de l'économie, des finances et de l'industrie ont lancé, sur le fondement des articles L.311-10 à L.311-13 du code de l'énergie et du décret n°2002-1434 du 4 décembre 2002 relative à la procédure d'appel d'offres pour les installations de production d'électricité, l'appel d'offres n°2013/S 054-088441 portant sur des installations éoliennes de production d'électricité en mer en France métropolitaine.

Les conditions de cet appel d'offres ont été précisées dans le cahier des charges communiqué au cours de la procédure précitée.

Le ministre en charge de l'énergie a désigné lauréate au terme de cet appel d'offres, l'offre du consortium Engie, EDPR et Neoen marine (désormais Eolien en mer participations) et leurs filiales Éoliennes en Mer Iles d'Yeu et de Noirmoutier (EMYN) et Éoliennes en mer Dieppe Le Tréport pour le lot 2.

Le 9 mai 2017, la société EMYN a déposé un dossier de demande de concession pour l'utilisation du domaine public maritime au titre des dispositions des articles L.2124-1 et suivants du code général de la propriété des personnes publiques.

Ce dossier a été complété le 20 juin 2017 à la demande du service instructeur puis a fait l'objet d'un porter à connaissance reçu le 17 octobre 2017 intégrant des changements liés au modèle d'éoliennes et aux bases de maintenance.

Cette demande a fait l'objet d'une instruction administrative et d'une enquête publique qui s'est déroulée du 4 avril 2018 au 23 mai 2018, conformément aux articles R.2124-6 et R.2124-7 du code général de la propriété des personnes publiques.

La présente convention est approuvée par arrêté du préfet publié au recueil des actes administratifs de la préfecture, conformément à l'article R.2124-11 du code général de la propriété des personnes publiques.

**EN CONSEQUENCE, IL EST CONVENU CE QUI SUIT :**

## TITRE I : OBJET, NATURE ET DURÉE DE LA CONCESSION

### Article 1-1 : Objet

La présente convention a pour objet d'autoriser l'occupation, par le concessionnaire, d'une dépendance du domaine public maritime pour l'implantation, l'exploitation y compris la maintenance d'un parc éolien en mer constitué de 62 aérogénérateurs, aussi dénommés éoliennes, de câbles inter-éoliennes, d'un poste de livraison en mer, d'un mât de mesure et des éléments accessoires nécessaires, et d'en fixer les conditions d'utilisation.

La situation, la consistance et la superficie de la dépendance qui fait l'objet de la présente convention, repérées sur des cartes marines par leur latitude et leur longitude, exprimées en degrés et minutes décimales et rapportées au système géodésique WGS 84, figurent en annexes 1 et 2 de la présente convention.

Le périmètre de la concession sera réduit après la fin des travaux d'implantation, de façon à couvrir la seule surface nécessaire à l'exploitation y compris la maintenance du parc éolien, et éviter la superposition avec la concession d'utilisation du domaine public maritime relative à son raccordement.

Les caractéristiques géométriques du parc éolien figurent dans les plans de masse annexés à la présente convention (annexe 3).

Les conditions générales d'exécution des travaux pour l'implantation, l'exploitation et la maintenance des installations et le suivi environnemental, et jusqu'à la remise en état des lieux et la reprise de la dépendance sont présentées dans le dossier de précisions techniques figurant en annexe 4 à la présente convention.

Les bases de maintenance situées sur les communes de l'Île d'Yeu et de Noirmoutier, respectivement dans les périmètres portuaires de Port Joinville et de l'Herbaudière gérés par le conseil départemental de la Vendée, ne figurent donc pas dans la présente convention.

### Article 1-2 : Nature

L'occupation du domaine public maritime est soumise aux dispositions du code général de la propriété des personnes publiques.

L'occupation du domaine public maritime décrit à l'article 1-1 a pour objet exclusif l'implantation, l'exploitation comprenant la maintenance, ainsi que le démantèlement du parc éolien, étant précisé que la dépendance ne pourra être utilisée pour un autre usage, sauf dans les conditions fixées à l'article 2-2.

Le concessionnaire est réputé bien connaître la consistance de la dépendance notamment à partir de l'état des lieux de référence, notamment sous-marin, visé à l'article 3-1 et renonce à toute réclamation envers le concédant liée à l'état de la dépendance, sans préjudice des stipulations de l'article 2-7 de la présente convention.

En application de l'article L.2122-5 du code général de la propriété des personnes publiques, la concession n'est pas constitutive de droits réels au sens des articles L. 2122-6 et suivants du même code. La présente stipulation ne saurait être interprétée comme excluant tout droit de propriété du concessionnaire sur les installations et équipements de production d'électricité implantés par ce dernier sur le domaine public maritime au titre de la présente concession.

La concession est personnelle et le concessionnaire ne peut céder à un tiers tout ou partie de la concession sans accord préalable du concédant. Cette stipulation ne fait pas obstacle, le cas échéant, à l'exercice de leurs droits par les créanciers financiers du concessionnaire, au titre des dispositions des articles 5-2 ou 7-3.

Le concessionnaire peut conclure des contrats avec des prestataires, dans les conditions prévues à l'article 2-3.

#### Article 1-3: Durée et entrée en vigueur

La durée de la concession est fixée à quarante (40) ans à compter de la date de signature de l'arrêté du préfet approuvant la présente convention.

Le cas échéant, deux (2) ans au moins avant la date d'expiration de la présente convention, le concessionnaire peut présenter une nouvelle demande de concession d'occupation du domaine public maritime.

Si au cours de l'exécution de la convention :

- I. la Commission européenne prend une décision déclarant le projet incompatible avec les règles européennes relatives aux aides d'État,  
ou
- II. la décision de la Commission européenne déclarant le projet compatible avec les règles européennes relatives aux aides d'État est annulée par une décision juridictionnelle définitive,  
ou
- III. l'autorisation délivrée sur le fondement des dispositions de l'article L 311-1 du code de l'énergie ou l'autorisation délivrée sur le fondement des dispositions de l'article L. 214-3 du code de l'environnement est annulée par une décision juridictionnelle définitive,

les parties se rencontrent dans les meilleurs délais, à l'initiative de la partie la plus diligente, afin de rechercher d'autres solutions permettant la poursuite du projet dans des conditions équivalentes.

Si aucune solution n'a pu être trouvée dans un délai maximal de six (6) mois suivant l'événement précité, sauf accord des parties pour résilier la concession avant l'expiration de ce délai, le concédant pourra, notamment à la demande du concessionnaire, procéder à la résiliation de la concession, sans ouvrir droit à une quelconque indemnité de résiliation au titre de la présente convention, sans préjudice d'autres indemnités qui pourraient être dues conformément aux principes juridiques applicables.

## TITRE II : CONDITIONS GÉNÉRALES

### Article 2-1 : Obligations générales du concessionnaire

1. Le concessionnaire, du fait de sa qualité de maître d'ouvrage du parc éolien, est tenu de se conformer :

- I. aux lois, règlements et règles existants ou à intervenir, en obtenant notamment les autorisations qui y sont exigées ;
- II. aux prescriptions qui lui sont adressées par les autorités compétentes relatives à la préservation de l'environnement ;
- III. aux prescriptions qui lui sont adressées par les autorités compétentes pour la conservation du domaine public maritime et la sécurité maritime (en ce inclus la signalisation maritime).

2. Le concessionnaire s'engage à prendre les dispositions nécessaires pour donner en tout temps, libre accès en tout point aux agents des différents services de l'État, sous réserve que ces derniers se conforment aux dispositions de sécurité imposées par le concessionnaire à tous les intervenants.

3. Le concessionnaire transmet à l'État, à la demande de ce dernier, sous réserve qu'il dispose de la possibilité de les transmettre à l'État, dans un standard ouvert librement réutilisable et exploitable par un système de traitement automatisé, les données suivantes collectées sur le site par le concessionnaire pendant la durée de la convention :

- les données météorologiques (notamment température et densité de l'air) hors données de vent ; les données météo-océaniques (notamment houle et courants marins) ;
- les données de marnage ;
- les données géophysiques, la bathymétrie ;
- les données géotechniques et sismiques ;
- les données de vent brutes qui ont été relevées par le concessionnaire sur le site.

Les données géotechniques et les données de vent susvisées seront communicables au préfet à compter de la date de mise en service du parc éolien.

Le concessionnaire fait ses meilleurs efforts pour insérer toutes stipulations lui permettant de satisfaire aux obligations de communication à l'État figurant ci-dessus dans les contrats conclus avec ses prestataires, à la date de signature de l'arrêté du préfet approuvant la présente convention. Il s'oblige à insérer de telles stipulations dans les contrats conclus avec ses prestataires après la date susvisée.

4. Le concessionnaire transmet au préfet, au plus tard le 30 juin de chaque année, un compte-rendu technique et financier de la concession, en version électronique, qui comporte une synthèse en langue française des opérations de construction, d'exploitation (dont la maintenance) du parc éolien, accompagnée en annexes des éléments suivants :

- I. le cas échéant, les rapports portant, en période de construction sur la réalisation des travaux ou, en période d'exploitation sur l'exploitation comprenant la maintenance du parc éolien incluant le programme de maintenance prévisionnel, préparés pour les créanciers financiers,

- II. ses comptes sociaux et leurs annexes, approuvés en assemblée générale ordinaire, le rapport d'activité du concessionnaire et les rapports des commissaires aux comptes pour l'année échue,
- III. et, si l'État lui en fait la demande, les éléments chiffrés nécessaires au calcul des flux financiers prévus aux titres V et VI de la présente convention. Ces documents sont communiqués en version française lorsqu'elle existe.

Les parties conviennent expressément que tous les documents visés au présent article ont un caractère confidentiel au sens de l'article 7-5.

5. Le concessionnaire supporte les risques liés à l'occupation ou à l'utilisation de la dépendance par lui ou ses prestataires, et notamment ceux relatifs aux ouvrages, constructions, installations s'y trouvant et lui appartenant.

6. Tous les frais de premier établissement, de modification et d'entretien de la dépendance domaniale occupée, ceux liés à la signalisation maritime, ainsi que les frais d'enlèvement des divers matériaux sont à la charge du concessionnaire, à la condition, s'agissant de ces matériaux, que leur production résulte de la construction ou de l'exploitation du parc éolien. Le concessionnaire ne peut être tenu pour responsable de l'enlèvement des épaves ou de tous matériaux déposés, abandonnés ou drainés par les courants dans le périmètre de la dépendance occupée sans que leur présence soit en rapport avec ses travaux ou avec l'exploitation du parc éolien.

Le concessionnaire a l'obligation d'informer la sous-direction régionale de la circulation aérienne militaire Nord de Cinq-Mars-la-Pile, l'arrondissement maritime atlantique, ainsi que la délégation régionale Pays-de-la-Loire de la direction de la sécurité de l'aviation civile Ouest située à Bouguenais, des différentes étapes conduisant à la mise en service opérationnel du parc éolien (déclaration d'ouverture et de fin de chantier)

Il doit transmettre pour chacune des éoliennes à la sous-direction régionale de la circulation aérienne militaire Nord de Cinq-Mars-la-Pile, à l'arrondissement maritime atlantique, ainsi qu'à la délégation régionale Pays-de-la-Loire de la direction de la sécurité de l'aviation civile Ouest située à Bouguenais : les positions géographiques exactes en coordonnées WGS 84 (degrés, minutes, secondes), l'altitude NGF du point d'implantation ainsi que leur hauteur hors tout (pales comprises)

Chaque éolienne doit être équipée de balisages diurne et nocturne, conforme à la réglementation en vigueur, s'agissant du balisage aérien

Les mesures de restriction des impacts et les mesures compensatoires doivent être conformes à la lettre n°0-39806-2017/CECLANT/ADJ OPS/NP du 29 novembre 2017, s'agissant du balisage des structures artificielles en mer et de la surveillance radar maritime.

#### Article 2-2 : Autres occupations ou usages autorisés dans ou à proximité immédiate du périmètre de la concession

Sans préjudice de la concession d'occupation du domaine public maritime accordée au gestionnaire du réseau public de transport aux fins de raccorder le parc éolien situé au large des îles d'Yeu et de Noirmoutier, la concession de la dépendance du domaine public maritime définie à l'article 1-1 ne fait pas obstacle à l'autorisation d'autres occupations du domaine public maritime par le concédant dans le périmètre de la concession, ou à proximité immédiate, sous réserve toutefois de la compatibilité desdites occupations avec l'objet de la concession.

Pour les besoins de l'application du présent article, une occupation est considérée comme compatible avec l'objet de la concession si elle n'affecte pas significativement et défavorablement les conditions de l'implantation, la production d'électricité, de l'exploitation du parc éolien y compris sa maintenance, ainsi que du démantèlement visé à l'article 1-1, notamment au regard des délais de réalisation des travaux, de la quantité d'électricité produite, des impératifs de maintenance ou du respect des exigences relatives à la sécurité maritime.

Lorsqu'il est saisi par un tiers d'une demande d'occupation de la dépendance ou d'une dépendance située à proximité immédiate du périmètre de la concession, le concédant en informe le concessionnaire. Le concessionnaire dispose alors d'un délai de deux (2) mois pour rendre son avis sur le caractère compatible ou incompatible de l'occupation, et, le cas échéant, faire part au concédant des conditions qu'il estime nécessaires pour assurer la compatibilité de l'occupation avec l'objet de la concession. Le concessionnaire peut, dans ce délai, demander au concédant des informations complémentaires pour lui permettre d'apprécier pleinement les conditions techniques de l'occupation projetée. Le concédant tient compte des observations du concessionnaire dans l'octroi ou non de l'autorisation d'occupation. L'absence de réponse dans le délai des deux (2) mois est considéré comme un avis favorable.

Les stipulations qui précèdent ne s'appliquent pas en cas d'urgence liée à la survenance d'un cas de circonstances de force majeure ou à un impératif de défense nationale. Le concédant fait toutefois ses meilleurs efforts pour limiter les conséquences de telles occupations pour l'implantation, la production, l'installation, l'exploitation dont la maintenance, ou le démantèlement du parc éolien.

La concession de la dépendance du domaine public maritime définie à l'article 1-1 ne fait pas obstacle à d'autres usages compatibles n'entraînant pas d'occupation, dans le périmètre de la concession ou à sa proximité immédiate, dès lors que ces usages respectent la réglementation en vigueur et les mesures prescrites par les autorités compétentes.

Lorsqu'il apparaît cependant que ces usages créent une nuisance ou un risque pour l'intégrité du parc éolien ou pour la dépendance du domaine public maritime, ou qu'ils sont de nature à perturber l'implantation, l'installation, la production, l'exploitation y compris la maintenance, ou le démantèlement du parc éolien, le concédant, saisi le cas échéant par le concessionnaire, prévient ou, à défaut, fait cesser ces nuisances ou risques.

### Article 2-3 : Prestataires et partenaires

1. Le concessionnaire est notamment autorisé, pour la durée de la concession, à confier à des prestataires la réalisation, l'utilisation ou la gestion de tout ou partie de ses ouvrages, constructions, installations, ou exploitations (comprenant la maintenance) liés à l'objet de la concession.

La liste des principaux contrats conclus par le concessionnaire et le nom des principaux prestataires sera transmise au concédant trois (3) mois minimum avant le début des travaux. Ils figureront à l'annexe 5 de la présente convention. En phase travaux et démantèlement, le concessionnaire transmet annuellement au concédant une mise à jour de cette liste. En phase exploitation, le concessionnaire transmet au concédant une mise à jour de cette liste en cas de modification des principaux prestataires.

À la demande du concédant, le concessionnaire transmet dans les soixante (60) jours une version en langue française des clauses des contrats conclus avec les prestataires figurant dans la liste en annexe 5 nécessaires au calcul de l'indemnité prévue à l'article 5-1 ou de toute autre stipulation susceptible d'affecter les droits de l'État en cas de reprise des ouvrages ou installations conformément au (II) du paragraphe 1 de l'article 4-3.

2. Le concessionnaire transmet au concédant tous les contrats de financement privé externe (au sens de l'article 5-1 et en ce inclus tous les contrats-cadres relatifs aux instruments de couverture de taux) au plus tard trente (30) jours après leur signature et dans une version en langue française s'il en dispose, sous format électronique, en version pdf et word ou équivalent. Tout avenant à l'un de ces contrats modifiant les conditions de remboursement (définies comme le profil de remboursement, la maturité du crédit et la marge de crédit, ainsi que les cas de remboursement anticipé et de défaut) ainsi que le périmètre des sûretés est transmis au concédant au plus tard trente (30) jours après sa signature.

À la demande du concédant, le concessionnaire transmet dans les trente (30) jours une version en langue française des clauses nécessaires au calcul de l'indemnité prévue à l'article 5-1 ou de toute stipulation susceptible de conduire à la résiliation de la présente concession ou d'affecter les droits de l'État en cas de reprise des ouvrages ou installations conformément au (II) du paragraphe 1 de l'article 4-3.

3. Le concessionnaire transmet au concédant le modèle financier mis à jour au plus tard trente (30) jours après le bouclage financier ou, le cas échéant, après tout refinancement.

4. Les parties conviennent expressément que tous les documents visés au présent article, à l'exception de la liste figurant en annexe 2, ont un caractère confidentiel au sens de l'article 7-5.

5. Le concessionnaire demeure personnellement responsable à l'égard du concédant de l'accomplissement de toutes les obligations que lui impose la présente convention.

#### Article 2-4 : Responsabilité du concédant à l'égard du concessionnaire

Sans préjudice du paragraphe 2 de l'article 5-1, le concessionnaire ne peut élever contre le concédant, au titre de la présente concession, aucune réclamation liée au trouble résultant de mesures temporaires d'ordre public et/ou de police.

Sauf en cas d'urgence impérieuse, lorsqu'il envisage de réaliser des travaux sur le domaine public, le concédant s'engage à consulter le concessionnaire dans un délai raisonnable, adapté à la nature des travaux, d'une durée minimale de deux (2) mois, pour déterminer le calendrier et les modalités d'exécution desdits travaux en vue d'en limiter les conséquences pour l'implantation, la production, l'exploitation y compris la maintenance, ou le démantèlement du parc éolien visé à l'article 1-1.

#### Article 2-5 : Responsabilité du concessionnaire à l'égard des tiers

Le concessionnaire a à sa charge, sauf recours contre qui de droit, toutes les indemnités qui pourraient être dues à des tiers en raison (I) de la localisation des ouvrages, constructions ou installations objets de la présente convention, (II) des travaux ou (III) de l'exploitation y compris la maintenance de ces ouvrages, constructions ou installations.

Le concessionnaire garantit l'État contre les recours des tiers à raison (I) de la localisation des ouvrages, constructions ou installations objets de la présente convention, (II) des travaux ou (III) de l'exploitation de ces ouvrages, constructions ou installations.

## Article 2-6 : Pénalités

Sans préjudice des autres sanctions contractuelles ou des sanctions administratives prévues par la réglementation en vigueur, le concédant peut appliquer au concessionnaire les pénalités suivantes :

- I. en cas de défaut d'entretien affectant la conservation de la dépendance et la sécurité maritime, en application du paragraphe 1 de l'article 3-6 : une pénalité d'un montant égal à vingt mille (20 000) euros par jour de retard et par manquement constaté, dans la limite d'un plafond annuel de deux (2) millions (2 000 000) euros ;
- II. sauf en cas de résiliation de la concession en application des articles 5-1 et 5-3, en cas de non-respect, par le concessionnaire de ses obligations de remise en état, de restauration ou réhabilitation du site en application de l'article 4-3, (i) à compter du terme normal de la concession ou (ii) en cas de fin anticipée de la concession, à compter de la date fixée ou validée par l'autorité compétente au titre de l'autorisation délivrée en application de l'article L. 214-1 du code de l'environnement augmentée de trois (3) mois :
  - le concédant peut appliquer au concessionnaire une pénalité d'un montant égal à vingt mille (20 000) euros par jour de retard dans la limite d'un plafond annuel de cinq millions (5 000 000) euros ;
  - toutefois, si le concessionnaire se voit appliquer par l'autorité compétente, sur le fondement des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement, une amende ou une astreinte, la pénalité exigible est égale à la différence entre (a) 20 000 euros par jour de retard et (b) le montant de l'amende ou de l'astreinte effectivement appliqué ;
- III. en cas de manquement du concessionnaire à ses obligations de communication de documents ou d'informations prévues par la convention : une pénalité de mille (1 000) euros par jour de retard et par manquement constaté

L'application d'une pénalité est précédée d'une mise en demeure au concessionnaire de se conformer à ses obligations non suivie d'effets dans un délai fixé par l'État, adapté aux mesures de remédiation à mettre en œuvre.

Dans tous les cas, la pénalité est exigible pour la période courant de l'expiration du délai de mise en demeure jusqu'au jour où le concédant constate qu'il a été entièrement remédié au manquement constaté.

Le fait pour le concédant de ne pas appliquer une sanction au concessionnaire, telle qu'une pénalité, ne saurait être interprété comme une renonciation à mettre en œuvre ladite sanction à raison du manquement constaté.

Le montant de la pénalité et celui du plafond applicable sont exprimés en valeur 2013 et indexés par application de l'indice L défini au paragraphe 3.3.4 du cahier des charges de l'appel d'offres.

## Article 2-7 : Causes exonératoires de responsabilité

Le concessionnaire ne peut être tenu responsable du non-respect des stipulations de la présente convention et des éventuelles conséquences si ce manquement résulte d'une cause exonératoire de responsabilité au sens de la présente convention, c'est-à-dire d'un événement dont le concessionnaire démontre (a) que ledit événement affecte défavorablement et significativement ses obligations au titre de la présente concession, (b) que ledit événement est hors de son contrôle et ne résulte pas d'un manquement à une de ses obligations au titre de la présente concession, et (c) qu'il a mis en œuvre tous les moyens à sa disposition ou qui auraient raisonnablement dû l'être pour prévenir la survenance et limiter les conséquences dudit événement, étant précisé que constituent notamment des causes exonératoires de responsabilité les événements suivants, dès lors que les conditions mentionnées aux (a) à (c) ci-dessus sont réunies :

- I. l'inexécution par le concessionnaire de ses obligations au titre de la présente convention résultant directement de l'exécution par RTE ou ses prestataires des travaux de raccordement du parc ou de l'exploitation des ouvrages de raccordement au réseau public de transport ;
- II. l'inexécution de ses obligations résultant de l'indisponibilité d'un ou plusieurs des câbles d'évacuation de l'électricité relevant du gestionnaire du réseau public de transport d'électricité ;
- III. la force majeure, au sens de la jurisprudence administrative ;
- IV. une décision ou absence de décision, caractérisée dans un délai approprié au regard des circonstances, lequel ne saurait excéder deux (2) mois à compter d'une demande du concessionnaire, de l'Etat ou d'une autorité placée sous sa tutelle, y compris en matière de maintien de l'ordre public, rendant temporairement impossible l'exécution de l'une de ses obligations par le concessionnaire dans les conditions de l'offre remise dans le cadre de l'appel d'offres ;
- V. la découverte de biens culturels maritimes gisant à la surface des fonds sous-marins ou enfouis ;
- VI. la découverte d'explosifs ;
- VII. la pollution préexistante dans le sol ou le sous-sol.

Dans de tels cas, les délais d'exécution par le concessionnaire de ses obligations affectées par la cause exonératoire sont prorogés d'une durée égale à celle du retard résultant de l'événement considéré. Le concédant ne peut appliquer aucune pénalité, ni entreprendre aucune action fondée sur le non-respect des stipulations de la convention par le concessionnaire.

Lorsqu'il entend invoquer une cause exonératoire de responsabilité, le titulaire en informe immédiatement le concédant en précisant la nature de l'événement, ses conséquences sur le respect de ses obligations et les mesures qu'il envisage de mettre en œuvre pour en atténuer les effets, en accompagnant sa demande des pièces justificatives nécessaires (notamment en ce qui concerne le respect des conditions mentionnées aux (a) à (c) ci-dessus).

Les parties se concertent, puis le concédant notifie au concessionnaire, au plus tard deux (2) mois à compter de sa saisine, sa décision quant au bien-fondé de la demande.

Si le concessionnaire a aggravé, par action ou omission, les conséquences d'un tel événement, il n'est fondé à l'invoquer que dans la mesure des effets que l'événement aurait provoqué si cette action ou omission n'avait pas eu lieu.

Le concessionnaire est tenu de poursuivre l'exécution de celles de ses obligations qui ne sont pas affectées par la cause exonératoire de responsabilité.

### TITRE III : EXÉCUTION DES TRAVAUX, EXPLOITATION ET ENTRETIEN DE LA DÉPENDANCE

#### Article 3-1 : État des lieux

L'état des lieux de référence, notamment sous-marin, pour la présente convention correspond à l'état initial figurant au dossier de demande de concession, le cas échéant mis à jour par le concessionnaire avant le démarrage des travaux.

#### Article 3-2 : Planification des travaux – calendrier prévisionnel des travaux

Six (6) mois avant le démarrage des travaux, le concessionnaire transmet au concédant un calendrier prévisionnel des travaux envisagés, incluant les dates butoirs de mise en service prévues au contrat-cadre d'achat d'électricité, et le cas échéant la mise à jour du dossier de précisions techniques.

Sous peine de résiliation de la présente concession dans les conditions prévues à l'article 5-2, le concessionnaire doit avoir démarré les travaux de la première tranche des ouvrages, constructions ou installations dans le délai de deux (2) ans à compter de la plus tardive des deux dates suivantes :

- la date à laquelle la Commission Européenne déclarant le projet compatible avec les règles européennes relatives aux aides d'État a été obtenue et purgée de tout recours ;
- la date à laquelle les autorisations considérées comme essentielles par les parties ont été délivrées et les délais de recours et de retrait purgés. La liste de ces autorisations est déterminée par les parties d'un commun accord dans les trois (3) mois suivant la publication de l'arrêté préfectoral approuvant la concession.

Les travaux de la première tranche des ouvrages, constructions ou installations sont considérés comme ayant été engagés à compter de la date à laquelle le concessionnaire a transmis au concédant copie du premier ordre de service ou bon de commande notifié à l'un de ses prestataires pour une des réalisations principales.

Sur demande justifiée du concessionnaire, le concédant peut proroger le délai, dans la limite de deux (2) ans supplémentaires, étant précisé qu'une telle prorogation ne pourra être refusée en cas de retard dans le démarrage des travaux résultant d'un ou plusieurs des événements mentionnés à l'article 2-7.

#### Article 3-3 : Mesures préalables au démarrage des travaux

Le concessionnaire se conforme aux prescriptions du préfet maritime et du commandant de zone maritime.

Il doit notamment satisfaire aux exigences fixées par l'arrêté du préfet maritime relatif à la sécurité maritime, notamment en termes d'information. Six (6) mois avant le démarrage des travaux, en vue de la saisine de la commission nautique compétente, le concessionnaire transmet au concédant et au préfet maritime le calendrier prévisionnel détaillé des travaux envisagés prévu au premier alinéa de l'article 3-2, lequel précisera notamment les techniques de pose et de protection des différents composants du parc éolien.

Au minimum dix (10) jours calendaires avant la date de démarrage des travaux, le concessionnaire informe le concédant de son intention de les débiter.

#### Article 3-4 : Déroulement des travaux

Le concessionnaire transmet au concédant au plus tard un (1) mois après la fin de chaque trimestre, un point d'avancement trimestriel du chantier ainsi que les mises à jour du planning général d'ordonnancement des travaux et le cas échéant les mises à jour du dossier de précisions techniques.

Sans préjudice de ses obligations d'information à l'égard du préfet maritime, le concessionnaire transmet au concédant, dans un délai maximum de deux (2) mois après la mise en service de chaque tranche du parc éolien telle que prévue par le cahier des charges de l'appel d'offres, un plan de recollement précis localisant l'ensemble des ouvrages objet de la présente concession.

Toute découverte de biens culturels maritimes gisant à la surface des fonds sous-marins ou enfouis devra être signalée sans délai au département des recherches archéologiques subaquatiques et sous-marines du ministère en charge de la culture et à la direction départementale des territoires et de la mer (délégation à la mer et au littoral de Vendée).

#### Article 3-5 : Exécution des travaux

Les travaux sont réalisés par le concessionnaire conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables, aux règles de l'art et aux conditions générales présentées dans le dossier de précisions techniques annexé à la présente convention.

Le concessionnaire devra respecter les engagements pris lors de la Grande Commission Nautique et notamment,

– en phase construction, fermeture à la navigation sur l'ensemble de la zone projet à l'exclusion d'une zone évolutive minimale de 30 %, un balisage approprié, des règles de pêche au sein du parc avec une zone évolutive définie par le groupe de travail pêche du parc.

– en phase exploitation, restrictions à la navigation au sein du parc, balisage approprié, autorisation des activités de pêche professionnelle à l'intérieur du parc sous certaines mesures de sécurité.

Au moins un (1) mois avant la mise en œuvre d'une modification significative des travaux tels qu'ils sont présentés dans le dossier de précisions techniques, le concessionnaire transmet au concédant et au préfet Maritime un dossier de précisions techniques mis à jour.

Par exception, en cas d'urgence motivée par la sécurité des personnes ou des biens, dûment justifiée par le concessionnaire, ce dernier procède immédiatement, sous sa responsabilité, aux travaux rendus nécessaires par la situation d'urgence et en informe le concédant et le préfet Maritime dans les plus brefs délais.

Le concessionnaire fait son affaire de l'obtention des autorisations administratives le cas échéant nécessaires pour la réalisation des travaux.

Toute difficulté rencontrée lors de l'exécution des travaux doit être signalée sans délai au concédant.

Le concessionnaire a l'obligation de transmettre à la sous-direction régionale de la circulation aérienne militaire Nord de Cinq-Mars-la-Pile, à l'arrondissement maritime atlantique, ainsi qu'à la délégation régionale Pays-de-la-Loire de la direction de la sécurité de l'aviation civile Ouest située à Bouguenais les différentes étapes conduisant à la mise en service opérationnel du parc éolien (déclaration d'ouverture et de fin de chantier)

Le concessionnaire transmettra au SHOM les caractéristiques nautiques de la zone, en phase travaux, comme à l'issue de la réalisation des travaux, pour la mise à jour de la documentation nautique, ainsi que l'ensemble des levés géophysiques effectués dans le périmètre du parc.

### Article 3-6 : Mesures de suivi, d'entretien des installations et de conservation de la dépendance occupée

1. Le concessionnaire est tenu d'entretenir dans le respect des dispositions législatives et réglementaires applicables, ainsi que dans les règles de l'art, et conformément aux conditions générales présentées dans le dossier de précisions techniques figurant en annexe 4, la dépendance ainsi que les ouvrages, constructions et installations se rapportant à la présente convention.

Sous réserve des stipulations de l'article 2-7, en cas de défaut d'entretien par le concessionnaire affectant la conservation de la dépendance et la sécurité maritime, le concédant peut mettre en demeure le concessionnaire de réaliser les travaux d'entretien et de maintenance dans un délai raisonnable, qui ne saurait être inférieur à deux (2) mois. À défaut, le concédant peut appliquer au concessionnaire les pénalités prévues au (I) de l'article 2-6.

En cas d'atteinte du plafond de pénalités prévu au (I) de l'article 2-6 deux (2) années consécutives, et sauf accord des parties pour le modifier, la présente concession peut être résiliée dans les conditions prévues à l'article 5-2.

Il est entendu que le concessionnaire est en droit d'adapter son programme de maintenance à la fin de vie de ses ouvrages, dès lors qu'il n'affecte ni la sécurité des personnes et des biens, notamment au regard des exigences de la sécurité de la navigation maritime ni la préservation du domaine public maritime.

2. Concernant les câbles inter-éoliennes, le concessionnaire mènera un (1) an après la mise en service du parc éolien, une campagne de reconnaissance de leur position et de l'état de leur protection en vue de contrôler la stabilité de leur situation.

En fonction des résultats obtenus et dans la stricte mesure nécessaire pour la sécurité maritime, le concessionnaire propose au concédant un calendrier de campagnes de reconnaissance adapté, étant précisé que ces campagnes ne pourront être exécutées plus d'une fois par période quinquennale.

Néanmoins, des suivis supplémentaires pourront, à la demande du préfet, être engagés après des événements météorologiques exceptionnels ou en cas de signalement de croches de navires par les autorités compétentes dont les conséquences pourraient porter atteinte à la sécurité de la navigation ou de la pratique de la pêche professionnelle.

Le concessionnaire communique les résultats de chaque campagne au concédant.

### Article 3-7 : Réparation des dommages causés au domaine public maritime

Au fur et à mesure de l'avancement des travaux et des opérations d'entretien, le concessionnaire est tenu d'enlever les dépôts de toute nature, à l'exception de ceux autorisés dans le cadre de la réalisation du parc éolien, et de réparer dans les meilleurs délais les dommages qui auraient pu être causés au domaine public maritime du fait des travaux et des opérations d'entretien et attribuables au concessionnaire, à ses intervenants et prestataires, en se conformant, le cas échéant, aux instructions qui lui sont données par le concédant.

Sous réserve des stipulations de l'article 2-7, en cas d'inexécution, le concédant peut mettre en demeure le concessionnaire d'enlever lesdits dépôts ou de réparer lesdits dommages dans un délai raisonnable. À défaut d'enlèvement à l'issue de ce délai, il est dressé procès-verbal de contravention de grande voirie dans les conditions prévues aux articles L.2132-2 et suivants du code général de la propriété des personnes publiques.

En cas d'inexécution grave, si une mise en demeure restée infructueuse après un délai raisonnable, le concédant peut faire réaliser les travaux requis aux frais du concessionnaire.

Sont toutefois expressément autorisés les protections anti-affouillements, les enrochements éventuels de protection des câbles et les dépôts liés aux travaux décrits dans la demande de concession, notamment les dépôts de matériaux extraits du forage des pieux de fixation des fondations qui seront relargués à proximité desdites fondations.

Article 3-8 : Mesures applicables en cas de retard dans les opérations de raccordement du parc éolien imputables au gestionnaire de réseau de transport

Les parties se rencontrent tous les six (6) mois à compter de la signature de la convention de raccordement par RTE et le concessionnaire, en présence de RTE, afin de suivre l'avancement des opérations de raccordement du parc éolien.

Dans l'hypothèse où il apparaît que les travaux de raccordement prennent du retard, pour des raisons imputables à RTE ou à la suite de la matérialisation de risques que RTE assume au titre de la convention de raccordement, et où ces faits conduisent ou vont conduire, soit à un retard de plus de trois (3) mois dans l'atteinte d'un événement clé majeur mentionné comme tel dans la convention de raccordement, soit à un décalage de la mise à disposition de l'un quelconque des ouvrages de raccordement d'une durée supérieure à trois (3) mois par rapport aux dates contractuelles de mise à disposition figurant dans la convention de raccordement, le concessionnaire se rapproche de RTE pour définir un plan de remédiation, dans les conditions prévues par la convention de raccordement, et en informe le concédant.

Si, malgré la mise en œuvre du plan de remédiation ou en cas d'impossibilité de mise en œuvre d'un tel plan non imputable au concessionnaire, le retard des opérations de raccordement imputable à RTE ou résultant de risques que RTE assume au titre de la convention de raccordement conduit ou conduira, soit à un retard de plus de douze (12) mois dans l'atteinte d'un événement clé majeur mentionné dans la convention de raccordement conclue entre RTE et le concessionnaire, soit à un décalage de la mise à disposition de l'un quelconque des ouvrages de raccordement d'une durée supérieure à douze (12) mois par rapport aux dates contractuelles de mise à disposition figurant dans la convention de raccordement, le concessionnaire peut demander la mise en œuvre du dispositif prévu par l'article L. 342-2 du code de l'énergie dans les conditions prévues par la convention de raccordement le cas échéant, il en informe le concédant.

Si, malgré les diligences accomplies par le concessionnaire pour mettre en œuvre ce dispositif ou tout autre dispositif convenu avec l'Etat, le concessionnaire, soit préalablement à la réalisation du dispositif concerne, soit au cours de sa mise en œuvre, démontre, le cas échéant sur la base d'avis d'expert, que la mise à disposition des ouvrages de raccordement n'est pas réalisable dans les trente-six (36) mois suivant les dates contractuelles de mise à disposition figurant dans la convention de raccordement sans dégradation significative de l'équilibre économique et financier du projet, pour des motifs hors du contrôle du concessionnaire, notamment en cas de refus par RTE ou pour des motifs juridiques ou techniques, chacune des parties peut alors saisir le juge de la convention aux fins qu'il prononce la résiliation de celle-ci dans les conditions prévues par l'article 5-4.

L'appréciation de la dégradation de l'équilibre économique et financier du projet est effectuée après prise en compte des indemnités dues par RTE et des mécanismes de compensation prévus par le contrat-cadre d'achat d'énergie.

**TITRE IV : SORT DES OUVRAGES, REMISE EN ÉTAT DES LIEUX**  
**ET REPRISE DE LA DÉPENDANCE**

Article 4-1 : Constitution de garanties financières

1. En application de l'article 6.1 (*Garanties financières pour démantèlement*) du cahier des charges de l'appel d'offres visé dans le préambule, avant la mise en service de chaque tranche de l'installation autorisée par la présente concession, le concessionnaire transmet au concédant l'original de la garantie renouvelable pour la tranche considérée ou, en cas de consignation, tout document attestant du versement effectif des fonds.

La nature et le montant de ces garanties financières doivent permettre de couvrir les coûts du démantèlement et de remise en état du domaine public maritime après exploitation, à la fin normale ou anticipée de la présente concession, à hauteur du montant des travaux nécessaires au démantèlement et à la remise en état, la restauration ou la réhabilitation du site en application de l'article 4-3.

Le montant garanti est fixé à cinquante mille euros (50 000 €) par MW installé. Ce montant est exprimé en valeur 2013 et indexé par application de l'indice L défini au paragraphe 3.3.4 du cahier des charges de l'appel d'offres.

Les garanties financières prennent alternativement ou cumulativement (mais sans que le montant global excède le montant garanti) la forme :

- I. d'un cautionnement solidaire délivré par un établissement de crédit ou une entreprise d'assurance, bénéficiant d'une notation de A- par Standard & Poors ou son équivalent par Fitch ou Moodys ;
- II. d'une consignation volontaire ou d'un dépôt affecté à titre de garantie, réalisé(e) sur un compte ouvert dans les livres de la Caisse des Dépôts et Consignations.

Dans le cas des garanties mentionnées au (I) ci-dessus, la durée de l'engagement de caution ne peut être inférieure à trois (3) ans. Il est renouvelé au moins six (6) mois avant son échéance, jusqu'à la date de fin des opérations de démantèlement et de remise en état. Le concessionnaire transmet au concédant un document attestant du maintien des garanties financières au plus tard un (1) mois après chaque renouvellement de l'engagement de caution.

Les garanties financières sont maintenues et renouvelées jusqu'à la complète exécution des obligations de démantèlement et de remise en état.

Le concessionnaire actualise le montant des garanties à la date de mise en service de la première tranche du parc puis au moins tous les cinq (5) ans. À cet effet, le concessionnaire évalue, de manière prudente, les charges de démantèlement de ses installations et de remise en état du site. Il transmet tous les cinq (5) ans au concédant un rapport décrivant l'évaluation de ces charges et justifiant l'adéquation entre cette évaluation et le montant des garanties financières. L'actualisation tient compte de toute modification des impacts des installations autorisées sur le milieu naturel.

Le concédant peut demander au concessionnaire des informations complémentaires pour lui permettre d'apprécier cette adéquation. Si le concédant considère, par une décision motivée, que le montant des garanties financières est significativement insuffisant au regard des charges de démantèlement et de remise en état, il saisit le collège d'experts conformément aux stipulations de l'article 7.6 et le montant des garanties financières est, selon le cas, majoré ou minoré en suivant l'avis du collège d'experts.

Le concessionnaire procède à l'actualisation du montant des garanties en suivant la recommandation du collège d'expert et, si nécessaire, à leur renouvellement. À cet effet, il transmet au concédant, selon les cas, l'original de la garantie actualisée concernée ou, en cas de consignation, tout document attestant du montant garanti actualisé au plus tard un (1) mois après la notification du rapport du collège d'experts par l'État.

2. En cas d'absence de démantèlement et de remise en état, restauration ou réhabilitation du site par le concessionnaire dans les conditions prévues à l'article 4-3, non justifiée par l'application des stipulations du 4<sup>ème</sup> paragraphe de l'article 4-3, et sans préjudice de la possibilité d'appliquer les pénalités prévues au (II) de l'article 2-6 ou de dresser procès-verbal de contravention de grande voirie dans les conditions prévues aux articles L.2132-2 et suivants du code général de la propriété des personnes publiques, le concédant peut mettre en œuvre les garanties financières prévues au présent article 4-1 pour financer les travaux nécessaires au démantèlement et à la remise en état du domaine.

#### Article 4-2 : Inventaire

Au plus tard vingt-quatre (24) mois avant le terme normal de la concession ou deux (2) mois après la date de décision de résiliation anticipée de la concession, le concessionnaire établit, contradictoirement avec le concédant, un inventaire des ouvrages, constructions et installations faisant l'objet de la présente concession.

#### Article 4-3 : Démantèlement au terme normal ou anticipé de la concession

1. Au terme normal de la concession, sauf si le concessionnaire s'est vu accorder, conformément au dernier alinéa de l'article 1-3, une nouvelle autorisation d'occupation du domaine public maritime :

I. Le concessionnaire doit avoir achevé les opérations de démantèlement et de remise en état, de restauration ou réhabilitation du site afin d'assurer la réversibilité effective des modifications apportées au milieu naturel dans les conditions ci-après ;

II. Par exception, le concédant peut décider, après avis des services de la Direction de l'immobilier de l'État, du maintien total ou partiel des ouvrages, constructions et installations faisant l'objet de la présente concession, identifiés dans l'inventaire visé à l'article 4-2.

2. Dans l'hypothèse stipulée au (I) du paragraphe 1 ci-dessus, les travaux effectifs de démantèlement et de remise en état sont réalisés conformément au dossier de précisions techniques annexé à la présente convention, tel que mis à jour le cas échéant par le concessionnaire en fonction de l'évolution des techniques de démantèlement. Les désaccords sont réglés dans les conditions fixées à l'article 7-6. Si la date de fin d'exploitation est antérieure à la date d'échéance de la présente convention, le concessionnaire fait ses meilleurs efforts pour en informer le concédant deux (2) ans au plus tard avant la date à laquelle il prévoit de mettre fin à l'exploitation du parc éolien, et, dans tous les cas, dès qu'il a décidé de la date de fin d'exploitation.

Au plus tard vingt-quatre (24) mois avant la fin de l'exploitation ou vingt-quatre (24) mois avant le terme normal de la concession, le concessionnaire réalise à ses frais une étude portant sur l'optimisation des conditions du démantèlement et de la remise en état du site, en tenant compte des enjeux liés à l'environnement, aux activités, et à la sécurité maritime.

Cette étude, comportant un calendrier prévisionnel, est communiquée au concédant au plus tard douze (12) mois avant le terme normal de la concession.

Si l'État estime, par une décision motivée, que les mesures prévues dans cette étude sont insuffisantes et ne permettent pas de satisfaire aux objectifs de remise en état du site, il peut prescrire au concessionnaire des mesures additionnelles relatives au démantèlement et à la remise en état du site. En cas de désaccord entre les parties sur les mesures additionnelles, les parties conviennent de procéder à une expertise amiable dans les conditions de l'article 7-6. A l'issue de l'expertise, l'État notifie au concessionnaire les prescriptions relatives au démantèlement, le cas échéant amendées, qu'il considère nécessaires.

Sous réserve des stipulations de l'article 2-7, faute pour le concessionnaire de pourvoir au démantèlement et à la remise en état dans les conditions prévues au présent article au terme d'une mise en demeure assortie d'un délai raisonnable et restée sans effet, il y est procédé d'office avec appel des garanties financières apportées par le concessionnaire, celui-ci restant redevable si le coût final du démantèlement est supérieur au montant des garanties financières réévaluées fournies par le concessionnaire, excédant le montant précité des garanties financières.

3. Dans l'hypothèse visée au (II) du paragraphe 1 ci-dessus, le concédant informe le concessionnaire au plus tard vingt-quatre (24) mois avant le terme normal de la concession.

Les ouvrages, constructions et installations maintenus sur la dépendance deviennent la propriété du concédant sans qu'il y ait lieu à indemnité à ce titre, ni à passation d'un acte pour constater ce transfert. Le concédant se trouve alors subrogé dans tous les droits du concessionnaire au titre des garanties attachées aux ouvrages qui lui sont remis. Il entre immédiatement et gratuitement en leur possession. Le concessionnaire est libéré de son obligation de procéder au démantèlement en contrepartie du versement d'une somme correspondant au montant actualisé de la garantie financière prévue à l'article 4-1.

4. En cas d'application des stipulations de l'article 2-7, les obligations du concessionnaire relatives au démantèlement affecté par l'événement constitutif d'une cause exonératoire sont suspendues jusqu'à ce que l'événement constituant une cause exonératoire cesse de faire obstacle à la réalisation des opérations de démantèlement.

Si l'événement constituant une cause exonératoire rend impossible la réalisation des opérations de démantèlement de manière définitive ou pour une période supérieure à un (1) an, l'État peut décider de libérer le concessionnaire de son obligation de démantèlement, sous réserve du versement à l'État d'une somme correspondant au montant actualisé de la garantie financière prévue à l'article 4-1.

5. Les obligations du concessionnaire relatives au démantèlement, à la remise en état, la réhabilitation ou la restauration du site (en ce inclus les stipulations relatives aux pénalités et aux garanties) demeurent applicables et continuent de produire leurs effets jusqu'à leur entière exécution, nonobstant la fin normale ou anticipée de la concession.

6. Les stipulations qui précèdent sont également applicables dans tous les cas de fin anticipée de la concession sauf lorsque L'État demande à reprendre les ouvrages et installations dans les conditions prévues aux articles 5-1 ou 5-2, sous réserve des stipulations particulières suivantes.

L'étude portant sur l'optimisation des conditions du démantèlement et de la remise en état du site mentionnée au paragraphe 2 ci-dessus est réalisée par le concessionnaire et transmise à l'État dès que possible lorsque la fin anticipée de la concession est décidée, et en tout état de cause au plus tard douze (12) mois après, selon le cas, la date de saisine du tribunal administratif d'une requête tendant à la résiliation de la concession, ou la date de notification de la décision unilatérale de résiliation anticipée de la concession.

## TITRE V : RÉSILIATION DE LA CONCESSION

### Article 5-1 : Résiliation par le concédant pour un motif d'intérêt général

1. Le concédant peut résilier la concession pour un motif d'intérêt général moyennant un préavis minimal de douze (12) mois à compter de la réception de la notification faite au concessionnaire.

Pour les besoins de l'application du présent paragraphe 1er, il est précisé que la date de prise d'effet de la résiliation correspond à la date à laquelle le préavis susvisé expire, étant entendu que le concessionnaire reste, en tout état de cause, tenu par ses obligations relatives aux opérations de démantèlement et de remise en état, de restauration ou réhabilitation du site, ces obligations demeurant en vigueur jusqu'à leur complète exécution.

En cas de résiliation de la concession pour motif d'intérêt général, le concédant verse à ce titre une indemnité égale à (A) – (B).

Le montant de l'indemnité (A)-(B) est calculé sur la base de la documentation financière et contractuelle du projet communiquée au concédant conformément aux stipulations de l'article 2-3.

Où A comprend, sans double compte :

- A-1 : la totalité de l'encours réel des financements privés externes du concessionnaire (hors crédit-relais TVA) et des éventuels crédits-relais fonds propres, augmenté des intérêts courus et non échus à la date de prise d'effet de la résiliation.

Les financements privés externes au sens de la présente convention rassemblent les financements par dette bancaire, dette obligataire ou institutionnelle, dette mezzanine et les prêts d'actionnaires directs ou indirects non subordonnés. Ne sont pas inclus dans les financements privés externes les prêts subordonnés d'actionnaires ou tout autre financement subordonné apporté par les actionnaires directs ou indirects, les crédits-relais fonds propres, ainsi que tout instrument de dette utilisé pour le préfinancement de la taxe sur la valeur ajoutée (crédit-relais TVA).

Pour les besoins de la définition des financements privés externes, la notion d'actionnaires recouvre également les entreprises qui sont liées aux actionnaires et celles qui agissent en leur nom ou pour leur compte.

- A-2 : une valeur correspondant aux fonds propres effectivement libérés (hors encours des crédits relais fonds propres) et à la perte de profit du concessionnaire calculée comme suit :

$$A-2 = (-1) \times \sum_{(de\ i = V \text{ à } F)} (1+t)^{(F-i)/365} \times Di \times Ai$$

Où :

- t est le TRI actionnaire minimum entre la valeur indiquée dans le modèle financier fourni dans l'offre remise dans le cadre de l'appel d'offres n°[●] et la valeur figurant dans le modèle financier mis à jour à l'issue du bouclage juridique et financier ;
- F est la date de prise d'effet de la résiliation pour motif d'intérêt général de la concession ;

- V est la date du bouclage juridique et financier ;
- i correspond à chaque date à laquelle survient un flux D entre V et F ;
- $D_i$  est un montant du flux actionnaire survenant à la date i. Un flux actionnaire est défini comme :
  1. une injection effective de capital social ;
  2. un tirage sur les prêts subordonnés d'actionnaires ;
  3. un versement de dividende ;
  4. un paiement d'intérêt au titre des prêts subordonnés d'actionnaires ;
  5. un remboursement du principal des prêts subordonnés d'actionnaires ;
  6. un remboursement de capital social
- $A_i$  est égal à -1 si  $D_i$  est une injection effective de capital social ou un tirage sur les prêts subordonnés d'actionnaires et +1 dans les autres cas.

Il est précisé que les flux liés aux éventuels crédits-relais fonds propres ne sont pas considérés comme des flux actionnaires. Les montants et l'échéancier des flux actionnaires sont ceux correspondant aux flux réels, c'est-à-dire ceux effectivement constatés depuis le bouclage juridique et financier jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation.

- A-3 : l'ensemble des sommes engagées par le concessionnaire dûment justifiées par les besoins de la réalisation du parc éolien et des ouvrages de raccordement, non encore payées à ses prestataires à la date de prise d'effet de la résiliation, et non prises en compte dans le montant A-1 ou le montant A-2 ;
- A4 : les coûts raisonnables et dûment justifiés associés à la rupture des contrats conclus par le concessionnaire avec ses prestataires relatifs au parc éolien, aux ouvrages de raccordement et aux infrastructures portuaires nécessaires à la construction, au stockage, au pré-assemblage et à l'exploitation du parc éolien, supportés par le concessionnaire ;
- A5 : les coûts de rupture des financements dûment justifiés, sous réserve que les clauses d'indemnisation en cas de rupture anticipée correspondent aux pratiques de marché applicables au mode de financement retenu, appréciées à l'époque où les contrats ont été conclus.

Et où B comprend, sans double compte :

- B-1 : tout montant dû en application de la concession et non versé par le concessionnaire à la date de prise d'effet de la résiliation ;
- B-2 : le solde de trésorerie positif du concessionnaire (tous comptes confondus), en ce compris la somme (i) des éventuelles subventions publiques versées et non utilisées, (ii) des financements privés externes tirés et non utilisés par le concessionnaire et (iii) le cas échéant du solde positif du compte destiné à financer les opérations de démantèlement et de remise en état ;
- B-3 : les indemnités d'assurance perçues ou à percevoir par le concessionnaire, dès lors qu'elles n'ont pas encore été affectées à des travaux de réparation du parc éolien ;
- B-4 : sauf si l'Etat décide de reprendre les actifs du parc éolien, les sommes perçues ou à percevoir par le concessionnaire en contrepartie de la cession à des tiers ou de la réutilisation

de tout ou partie des ouvrages, installations et équipements conservés par le concessionnaire à la suite des opérations de démantèlement et de remise en état, déduction faite des frais engagés par le concessionnaire pour procéder à la cession, dûment justifiés.

Le montant de l'indemnité (A)-(B) est majoré le cas échéant du montant de la TVA à reverser au Trésor Public.

Le montant de l'indemnité (A)-(B) est majoré ou minoré de la soulte négative ou positive effectivement payée ou perçue résultant du débouclage des éventuels instruments de couverture des taux adossés aux contrats de financement.

L'indemnité (hors coût de débouclage des éventuels instruments de couverture des taux qui sera calculé le jour du débouclage effectif) est calculée pour ses différentes composantes à la date de prise d'effet de la résiliation, et elle est majorée des coûts de portage raisonnables et dûment justifiés entre la date de prise d'effet de la résiliation et la date de paiement.

Les composantes A1, A3, A4 et A5 de l'indemnité calculée au titre du présent article sont versées au concessionnaire, après déduction des montants B-1 à B-3, dans les quatre-vingt-dix (90) jours suivant la date de prise d'effet de la résiliation. Si cette part du montant de l'indemnité est négative, la valeur absolue de cette somme est payée par le concessionnaire au concédant.

La composante A2 est versée, le cas échéant après déduction de la composante B-4, dans les quatre-vingt-dix (90) jours suivant la date où le démantèlement et la remise en état du site sont dûment constatés par l'Etat. En cas de désaccord entre les parties sur le constat de démantèlement et de remise en état du site, les parties conviennent de procéder à une expertise amiable dans les conditions de l'article 7-6.

Si cette part du montant de l'indemnité est négative, la valeur absolue de cette somme est payée par le concessionnaire au concédant. Il est entendu que si, dans les quatre-vingt-dix (90) jours suivant la date de fin du démantèlement et de remise en état du site, le concessionnaire n'a ni cédé à des tiers ni réutilisé les ouvrages, installations et équipements conservés à la suite des opérations de démantèlement et de remise en état, B-4 est égal à zéro (0), sous réserve que le concessionnaire apporte la preuve qu'il a accompli les diligences que l'on peut raisonnablement attendre de la part d'un producteur d'électricité dans des conditions similaires pour céder les biens concernés ou les réutiliser.

En cas de retard dans le versement de l'indemnité, il est appliqué un intérêt de retard égal au taux d'intérêt légal.

Le montant de l'indemnité (A)-(B) est évalué par le concédant. En cas de désaccord sur le montant de l'indemnité, le concessionnaire peut saisir le collègue d'expert mentionné à l'article 7.6.

Afin de permettre au concessionnaire de procéder aux opérations de démantèlement et de remise en état, restauration ou réhabilitation du site, le concédant verse au concessionnaire les montants dûment justifiés correspondant aux coûts de ces opérations, dans la limite d'un montant égal à celui des garanties financières prévues à l'article 4.1.

Pour la conclusion des contrats nécessaires aux opérations de démantèlement et de remise en état, restauration ou réhabilitation du site, le concessionnaire s'engage à organiser une procédure de consultation et, à la demande du concédant, à associer ce dernier à l'organisation de cette procédure et à la sélection du ou des prestataires chargés de la réalisation des travaux, le concessionnaire restant seul maître du choix de ses prestataires.

2. Sauf meilleur accord des parties, la concession est résiliée par l'Etat à la demande du concessionnaire, avec un préavis d'un (1) mois, lorsque les conditions cumulatives suivantes sont remplies :

(i) le contrat-cadre d'obligation d'achat d'énergie n'est ni arrivé à son terme normal, ni suspendu, ni résilié dans les conditions prévues par l'article L.311-15 du code de l'énergie ;

(ii) un ou plusieurs des évènements suivants :

- un changement de loi, défini comme (x) toute modification, création ou suppression d'une loi ou d'un règlement (en droit de l'Union Européenne ou en droit interne), ainsi que tout changement d'interprétation par les administrations compétentes en matière fiscale, (y) qui ne pouvait être raisonnablement anticipé à la date de remise de l'offre au regard des projets de réglementation en discussion ou publiés préalablement à la date de remise de l'offre, et (z) qui porte sur la fiscalité des projets d'énergie marine renouvelable en mer ou sur les conditions économiques et financières de l'occupation du domaine public maritime, ou qui remet en cause le principe ou les modalités des tarifs d'achat de l'électricité produite par les projets d'énergie marine renouvelable en mer prévues dans le contrat-cadre d'achat de l'énergie électrique conclu par le concessionnaire avec EDF ; ou
- une décision ou absence de décision, caractérisée dans un délai approprié au regard des circonstances, lequel ne saurait excéder deux (2) mois à compter d'une demande du concessionnaire, de l'Etat ou d'une autorité placée sous sa tutelle, y compris en matière de maintien de l'ordre public ;

sont intervenus et leurs conséquences financières excèdent ou excéderont les seuils de franchise fixes par le contrat-cadre d'achat de l'énergie électrique conclu par le concessionnaire avec EDF ;

(iii) après application des stipulations prévues par la convention-cadre d'achat d'électricité, l'augmentation du tarif d'achat de l'énergie électrique ne peut ou ne pourra être mise en œuvre, notamment en raison d'une opposition de l'Etat, du fait de dispositions législatives ou réglementaires y faisant obstacle, ou en cas d'atteinte du plafond prévu par le contrat-cadre d'achat de l'énergie électrique conclu par le concessionnaire avec EDF, le cas échéant augmente par l'Etat.

Dans ce cas, le concédant indemnise le concessionnaire dans les conditions prévues au paragraphe 1 du présent article.

#### Article 5-2 : Résiliation à l'initiative du concédant pour non-respect par le concessionnaire des stipulations de la convention

1. Sous réserve des stipulations de l'article 2-7, la convention peut, à la demande du concédant, être résiliée par la juridiction compétente dans les cas suivants :

- I. en cas de faute grave du concessionnaire commise en méconnaissance d'une stipulation essentielle de la convention ;
- II. en cas de retard dans le démarrage des travaux dans les conditions définies à l'article 3-2 ;
- III. en cas d'atteinte du plafond de pénalités prévu au (I) de l'article 2-6 deux (2) années consécutives, sauf accord des parties pour le modifier ; et
- IV. en cas d'inexécution grave par le concessionnaire de ses obligations de réparation des dommages causés au domaine public dans les conditions de l'article 3-7.

2. En outre, et par exception à ce qui précède, sous réserve des stipulations de l'article 2-7, le concédant peut procéder à la résiliation unilatérale de la convention dans les cas suivants :

- I. retrait de l'autorisation d'exploiter au titre du code de l'énergie délivrée au concessionnaire, dès lors que ce retrait est devenu définitif et purgé de tout recours, et sous réserve qu'une nouvelle autorisation n'ait pas été délivrée au concessionnaire dans un délai de cinq (5) mois ;
- II. arrêt de l'activité caractérisée par l'injection d'électricité sur le réseau pendant une durée au moins égale à trois ans ;
- III. mise en liquidation judiciaire du concessionnaire ;
- IV. absence de constitution ou de renouvellement des garanties financières prévues par l'article 4-1.

3. Préalablement à toute saisine du juge du contrat ou à l'exercice de la résiliation unilatérale, si le concédant estime que sont réunies les conditions d'application d'un des cas de résiliation mentionnés ci-dessus, il notifie au concessionnaire, par tout moyen propre à donner date certaine à sa réception, une mise en demeure de se conformer à ses obligations dans un délai adapté à la nature de l'inexécution et de sa correction éventuelle par le concessionnaire, d'une durée minimale de deux (2) mois.

Simultanément à l'envoi de la mise en demeure au concessionnaire, le concédant adresse une copie de celle-ci aux créanciers financiers ayant conclu les contrats de financement avec le concessionnaire pour les besoins du financement du projet ou le cas échéant au représentant des créanciers financiers mandaté à cet effet préalablement désignés par le concessionnaire afin de leur permettre de proposer au concédant, dans le délai indiqué dans la mise en demeure, une entité à substituer au concessionnaire pour la poursuite de la concession dès lors qu'elle présente des garanties techniques et financières satisfaisantes.

À l'expiration du délai fixé dans la mise en demeure, si le concessionnaire ne s'est pas conformé à ses obligations et si les créanciers financiers ou le cas échéant le représentant des créanciers financiers n'ont pas proposé d'entité substituée, ou si le concédant a refusé, de façon motivée, la substitution proposée, ce dernier peut, selon le cas, saisir le juge pour résilier la convention ou notifier la résiliation unilatérale.

De convention expresse, le concessionnaire stipule et le concédant promet, au bénéfice des créanciers financiers susvisés, que ces derniers pourront, par l'intermédiaire de leur représentant, se prévaloir des stipulations du présent paragraphe 3 les concernant.

4. En cas de résiliation pour faute du concessionnaire, quelle qu'en soit la forme, le concédant peut décider de maintenir sur la dépendance les ouvrages, constructions et installations identifiés dans l'inventaire effectué conformément à l'article 4-2.

Les ouvrages, constructions, et installations maintenus sur la dépendance deviennent dans ce cas la propriété du concédant. Le concédant se trouve subrogé dans tous les droits du concessionnaire au titre des garanties attachées aux ouvrages qui lui sont remis.

Le concédant verse dans ce cas au concessionnaire une indemnité en contrepartie du transfert des ouvrages, constructions, et installations maintenus sur la dépendance, égale à soixante pour cent (60 %) de la valeur nette comptable, à la date de prise d'effet de la résiliation, des ouvrages, constructions et installations maintenus sur la dépendance, diminué le cas échéant (i) de toutes les sommes restant dues par le concessionnaire au concédant au titre de la convention, et (ii) des indemnités d'assurance perçues ou à percevoir par le concessionnaire, dès lors qu'elles n'ont pas encore été affectées à des travaux de réparation du parc éolien.

Il est précisé que la valeur nette comptable est égale au montant des investissements réalisés par le concessionnaire pour la réalisation et le financement des ouvrages, constructions et installations maintenus sur la dépendance, déduction faite de l'amortissement qui est réputé effectué par annuités égales sur la durée normale d'utilisation (cette durée ne pouvant en tout état de cause dépasser la durée de la concession). Cette valeur nette comptable ne tient pas compte des éventuelles déductions ou additions imposées par les normes comptables en vigueur en raison d'une dépréciation ou appréciation économique affectant l'activité générée par lesdits biens.

L'indemnité calculée au titre du présent article est versée au concessionnaire dans les quatre-vingt-dix (90) jours suivant la date de prise d'effet de la résiliation. En cas de retard dans le versement de l'indemnité, il est appliqué un intérêt de retard égal au taux d'intérêt légal.

5. En cas de résiliation de la convention pour faute, si le concédant décide de ne pas maintenir sur la dépendance les ouvrages, constructions et installations identifiés dans l'inventaire effectué conformément à l'article 4-2, aucune indemnité n'est versée au concessionnaire et le concessionnaire procède aux opérations de démantèlement et de remise en état, de restauration ou de réhabilitation du site.

#### Article 5-3 : Résiliation par le concédant par suite de la résiliation de la concession relative aux ouvrages de raccordement de l'installation objet de la présente convention

La concession est résiliée par le concédant, après accord du concessionnaire, dès lors que la concession des ouvrages de raccordement de l'installation est résiliée et que ces ouvrages sont rendus indisponibles pour l'évacuation de l'électricité produite par l'installation sur le réseau public d'électricité.

Dans ce cas, le concédant indemnise le concessionnaire dans les conditions prévues au premier paragraphe de l'article 5-1.

#### Article 5-4 : Résiliation résultant de l'impossibilité de procéder au raccordement du parc pour un fait imputable au gestionnaire du réseau de transport

Si les conditions énoncées à l'article 3-8 sont remplies, chacune des parties peut saisir le tribunal administratif compétent afin qu'il prononce la résiliation de la concession.

En considération des choix arrêtés par l'Etat dans la mise en œuvre des dispositions des articles L. 311-10 et suivants du code de l'énergie, et notamment dans la rédaction du cahier des charges de l'appel d'offres en ce qui concerne le dispositif de raccordement, l'Etat verse au concessionnaire une indemnité fixée par le juge, *a minima* pour couvrir les coûts exposés ci-après et en tenant compte des éléments de l'offre effectuée par le concessionnaire et des circonstances dans lesquelles intervient la résiliation.

Il est expressément convenu que, dans le cas d'un financement privé externe souscrit auprès d'établissements de crédits ou d'institutions financières, le montant de l'indemnisation due au concessionnaire ne peut être inférieur à l'encours réel des financements privés externes du concessionnaire (au sens de l'article 5-1) :

- hors préfinancement des fonds propres, quasi-fonds propres et de la TVA, étant précisé que le montant des fonds propres et quasi-fonds propres pris en compte et exclu du calcul sera le plus élevé entre le montant minimum de fonds propres et quasi-fonds propres fixés par le cahier des charges de l'appel d'offres auquel le concessionnaire a répondu et le montant de fonds propres et quasi-fonds propres mobilisés par le concessionnaire ;

- augmenté des intérêts courus et non échus y afférents et des éventuels frais de rupture des instruments de couverture de taux, étant précisé que, si la rupture de ces instruments engendre une soulte, celle-ci est déduite de l'indemnité due.

Dans les autres cas de financements privés externes au sens de l'article 5-1 de la présente convention, notamment pour les financements sur bilan ou les financements apportés par les actionnaires directs ou indirects du concessionnaire, le montant de l'indemnisation due au concessionnaire ne peut être inférieur au total des sommes dues par le concessionnaire aux termes des contrats de financement conclus par ce dernier :

- hors préfinancement ou financement des fonds propres et quasi-fonds propres, étant précisé que le montant des fonds propres et quasi-fonds propres pris en compte et exclu du calcul sera le plus élevé entre le montant minimum de fonds propres et quasi-fonds propres fixes par le cahier des charges de l'appel d'offres auquel le concessionnaire a répondu et le montant de fonds propres et quasi-fonds propres indique par le concessionnaire,
- hors préfinancement ou financement de la TVA,
- et dans la limite, pour ce qui concerne le calcul des intérêts, du montant résultant de l'application du taux égal à la moyenne annuelle des taux effectifs moyens pratiques par les établissements de crédits et les sociétés de financement pour des prêts à taux variable aux entreprises, d'une durée initiale supérieure à deux (2) ans.

Dans tous les cas, le concessionnaire renonce irrévocablement à toute indemnisation au titre de la perte de bénéfice subie.

#### Article 5-5 : Résiliation à l'initiative du concessionnaire

Sans préjudice des obligations du concessionnaire en matière de démantèlement et de remise en état, restauration ou réhabilitation du site, la concession est résiliée par le concédant, à la demande du concessionnaire et moyennant un préavis minimal d'un (1) mois, dès lors que le concessionnaire constate son incapacité définitive à réaliser le projet, notamment en raison de la perpétuation de l'une des causes exonératoires mentionnées à l'article 2-7 ou s'il arrête définitivement l'exploitation du parc éolien.

Dans ce cas, le concessionnaire en informe le concédant par lettre recommandée avec avis de réception. Il joint une note spécifiant les motifs de son incapacité définitive à réaliser le projet et les mesures qu'il a mises en œuvre pour éviter une telle situation. Après examen de cette demande, le concédant prononce la résiliation de la concession.

Dans ce cas, aucune indemnité n'est due entre les parties au titre de la présente concession.

Pour les besoins de l'application du présent article, il est précisé que la concession est résiliée à la date à laquelle le préavis susvisé expire, sans préjudice des obligations des parties pendant la durée des opérations de démantèlement et de remise en état, de restauration ou de réhabilitation du site devant être réalisées par le concessionnaire à l'expiration de ce préavis.

## TITRE VI : CONDITIONS FINANCIÈRES

### Article 6-1 : Redevance domaniale

Le concessionnaire acquitte auprès du concédant une redevance annuelle pour l'occupation de la dépendance du domaine public maritime par le parc éolien visé à l'article 1-1.

Conformément à la décision du directeur départemental des finances publiques de la Vendée en date du 23 janvier 2018 dont la copie constitue l'annexe 6 à la présente convention, le montant de la redevance est fixé à deux millions deux cent vingt mille trois cent cinquante-trois euros et trente-neuf centimes (2 220 353,39 €) valeur 2018 en application des dispositions de l'arrêté du 2 avril 2008 relatif aux tarifs des redevances dues pour l'occupation du domaine public de l'État par les installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent et par leurs équipements accessoires.

Le concessionnaire s'acquitte de la redevance à la caisse du comptable chargé des produits domaniaux de la Vendée : Direction départementale des finances publiques (DDFIP) de la Vendée, Service du recouvrement, dont les bureaux sont situés au 26 rue Jean Jaurès, 85 000 La Roche sur Yon.

La redevance peut également faire l'objet d'un paiement par virement à la caisse du comptable dont les références bancaires figurent ci-après :

DDFIP VENDEE-TRESOR PUR-TRESOR

26 rue Jean Jaurès

85 021 La Roche sur Yon Cedex

IBAN FR283000100697A8500000000007

BIC BDFEFRPPCCT

Le virement devra impérativement faire apparaître le nom du concessionnaire « Eoliennes en Mer Iles d'Yeu et de Noirmoutier » précédé de la mention « REDOM ».

La redevance annuelle est actualisée le 1er janvier de chaque année en fonction de la variation du dernier indice du coût de la construction publiée par l'INSEE à la date du 1er décembre de l'année précédente.

Exemple :

redevance 2018 : 2 220 353,39 €

redevance 2019 :  $\frac{\text{redevance 2018 (2 220 353,39 €)} \times \text{ICC 2}^{\text{e}} \text{ trimestre 2018 (connu le 1er décembre 2018)}}{\text{ICC 2}^{\text{e}} \text{ trimestre 2017 (1664)}}$

Redevance N =  $\frac{\text{redevance N-1} \times \text{ICC 2}^{\text{e}} \text{ trimestre N-1 (connu au 1er décembre de l'année N-1)}}{\text{ICC 2}^{\text{e}} \text{ trimestre N-2}}$

Le concessionnaire devra acquitter l'élément fixe de la redevance dans les trente (30) jours suivant la notification du présent titre pour la première année, puis pour les années suivantes avant le 31 janvier de chaque année.

L'élément variable de la redevance, calculé en fonction des mégawatts installés, est exigible à compter du premier jour du mois suivant l'expiration d'un délai de trois (3) ans à compter de la notification de la présente convention, à condition qu'au moins une tranche du parc éolien ait été mise en service à cette date.

La date de la mise en service de chaque tranche du parc est portée à la connaissance de la direction départementale des finances publiques de la Vendée par le concessionnaire au moyen d'une lettre recommandée avec avis de réception, dans les trente (30) jours qui suivent la notification de la mise en service à l'acheteur de l'électricité produite par le parc éolien.

Le concessionnaire s'acquiesce de l'élément variable de la redevance pour chaque tranche du parc mise en service dans les trente (30) jours suivant la notification prévue au paragraphe précédent.

Une fois l'ensemble des tranches du parc mises en service, l'élément fixe et l'élément variable de la redevance seront payés en même temps avant le 31 janvier de chaque année auprès du comptable chargé des produits domaniaux.

Le concessionnaire est tenu de communiquer au directeur départemental des finances publiques de la Vendée, à sa demande, tout document nécessaire à l'établissement, au contrôle et au recouvrement de la redevance.

Sauf en cas de résiliation de la présente convention par le concédant dans les conditions de l'article 5-1 ou en cas de circonstances de force majeure, les redevances payées d'avance par le concessionnaire restent acquises au concédant sans préjudice du droit, pour ce dernier, de poursuivre le recouvrement de toute sommes pouvant lui être dues.

En cas de retard dans le paiement de la redevance, en application de l'article L.2125-5 du code général de la propriété des personnes publiques, les sommes dues sont majorées d'intérêts au taux légal. Les intérêts courent de plein droit au profit du comptable public, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure quelconque et quelle que soit la cause de retard.

Pour le calcul de ces intérêts, tous les mois sont comptés pour trente (30) jours et les fractions de mois sont négligées.

#### Article 6-2 : Frais de publicité

Les frais de publicité et d'impression inhérents à la présente convention sont à la charge du concessionnaire.

### **TITRE VII : DISPOSITIONS DIVERSES**

#### Article 7-1 : Avenant

Toute modification des conditions d'occupation du domaine public maritime prévues dans la présente convention fait l'objet d'un avenant conclu entre les parties.

La présente convention sera modifiée par avenant à l'issue des travaux, à réception de l'ensemble des plans de récolement, afin de préciser les surfaces d'emprise définitive du parc en vue d'en déterminer les conséquences qui en découlent. À cet effet, le dossier de précisions techniques sera mis à jour.

#### Article 7-2 : Mesures de police

Les mesures de police qui sont nécessaires dans l'intérêt de la conservation de la dépendance, de la sécurité publique et du bon ordre public sont prises par le préfet ou le préfet maritime, chacun dans son domaine de compétences, le concessionnaire entendu.

### Article 7-3 : Actionnariat

Le concessionnaire doit informer le préfet de toute modification ayant pour effet un changement de contrôle au sens de l'article L.233-3 du code de commerce au moins trente (30) jours avant sa prise d'effet.

Pour les besoins du financement du parc éolien visé à l'article 1-1, chaque actionnaire du concessionnaire est autorisé à consentir à ses créanciers financiers toutes sûretés sur les actions de la société concessionnaire, sous réserve d'en informer l'État dix (10) jours avant leur constitution. Conformément à l'alinéa précédent, le concédant est informé de tout changement de contrôle résultant de la réalisation de ces sûretés préalablement à sa prise d'effet.

### Article 7-4 : Notifications administratives

Le concessionnaire fait élection à l'adresse de son siège social.

Il désigne dans le département de la Vendée un représentant qualifié pour recevoir en son nom toutes notifications administratives. À défaut de cette désignation, toutes les notifications sont valablement faites à l'adresse du siège social du concessionnaire.

Le concédant désigne également un représentant qualifié pour recevoir en son nom tous les documents ou informations au titre de la présente convention.

### Article 7-5 : Confidentialité des documents ou informations

Au sens du présent article, ont un caractère confidentiel les documents ou informations, de quelque nature et sous quelque forme qu'ils soient, identifiés comme tels (i) dans la présente convention ou (ii) par le concessionnaire lors de leur transmission au concédant, notamment en application des contrats passés par le concessionnaire ou des dispositions législatives ou réglementaires en vigueur, telles que le titre Ier du Livre III du code des relations entre le public et l'administration, l'article L. 124-4 du code de l'environnement ou l'article L. 413-1 du code minier.

Le concédant s'engage à garder strictement confidentiels lesdits documents ou informations, à ne les utiliser que pour l'objectif pour lequel ils ont été communiqués, et à ne les divulguer à aucun tiers, sauf si cette communication lui est prescrite par une décision juridictionnelle ou une décision prise par une autorité administrative (autre que le concédant ou le ministre de l'énergie) s'imposant à lui.

Toutefois, en cas de demande par un tiers de communication de documents ou informations relatives à la concession, le représentant qualifié du concédant visé à l'article 7-4 se rapproche du concessionnaire afin de déterminer les suites à donner à cette demande.

### Article 7-6 : Règlement des différends

Tout différend né de l'interprétation ou de l'exécution de la présente concession est précédé, avant saisine de la juridiction compétente, d'une tentative de règlement amiable.

Dans ce cadre, les parties peuvent convenir de soumettre leur différend à un collège de trois (3) experts chargé d'analyser le différend et d'adresser une recommandation aux parties. Chaque partie désigne un expert, puis ces deux experts désignent le troisième expert, qui préside le collège. A défaut de désignation des experts dans le délai de dix (10) jours suivant la saisine d'une partie par l'autre partie, les experts non désignés sont nommés par le président du juge du contrat.

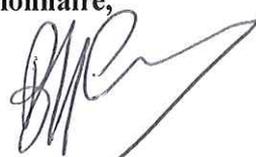
Sauf meilleur accord des parties au titre de chacun des différends, le délai dans lequel le collège d'experts rend sa recommandation ne peut excéder six (6) semaines à compter de sa saisine. Les parties font diligence pour permettre au collège de respecter ce délai.

La procédure de règlement amiable des différends ne saurait faire obstacle à la mise en œuvre de toute mesure prévue pour l'exécution de la concession.

Sauf accord particulier, les frais d'expertise sont supportés à parts égales par les parties.

Article 7-7 : Approbation

La présente convention fera l'objet d'un arrêté préfectoral d'approbation et lui sera annexé.

<p>Pour l'État, Le concédant,  Le Préfet de la Vendée</p> 	<p>Pour la société Éoliennes en Mer Îles d'Yeu et Noirmoutier Le concessionnaire,  M. Bruno Hernandez</p>
--	--

## ANNEXES

Annexe 1 : Plan de localisation de la concession d'utilisation du domaine public maritime sur carte marine

Annexe 2 : Tableau des coordonnées géo-référencées de la concession

Annexe 3 : Plan de masse de la dépendance ainsi que des ouvrages, constructions ou installations projetées

Annexe 4 : Dossier de précisions techniques

Annexe 5 : Liste des principaux prestataires

Annexe 6 : Décision du directeur départemental des finances publiques de la Vendée en date du 23 janvier 2018



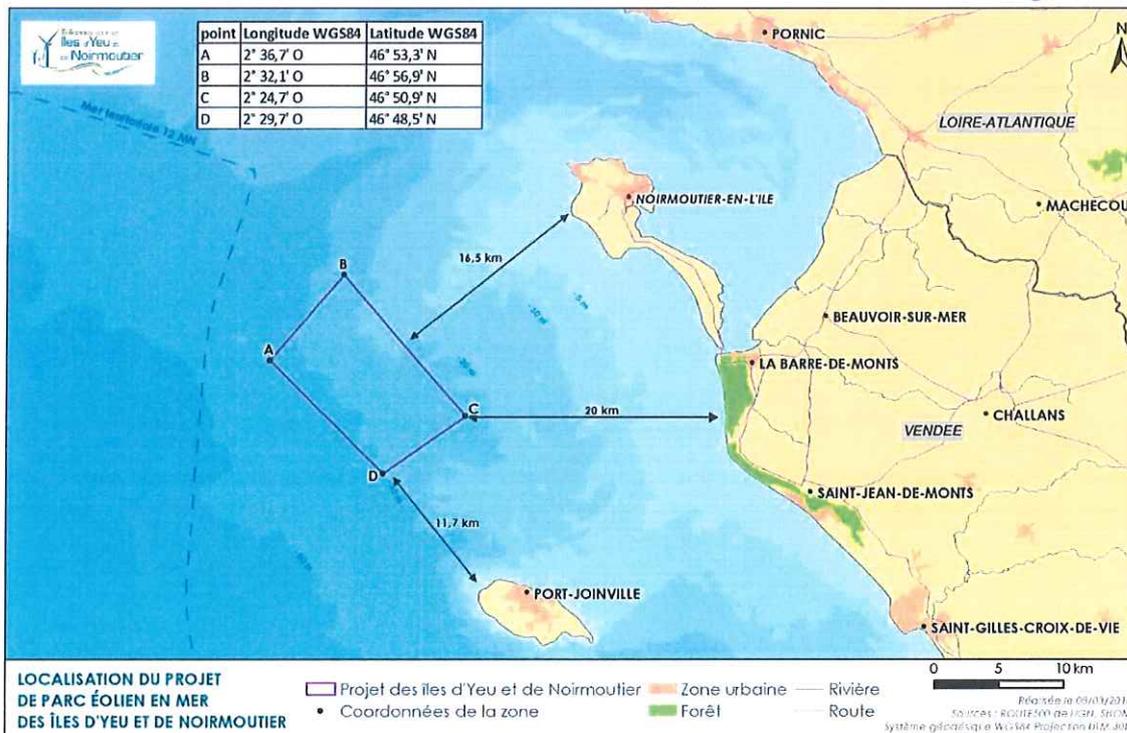
ANNEXE 1

PLAN DE LOCALISATION DE LA CONCESSION D'UTILISATION  
DU DOMAINE PUBLIC MARITIME SUR CARTE MARINE

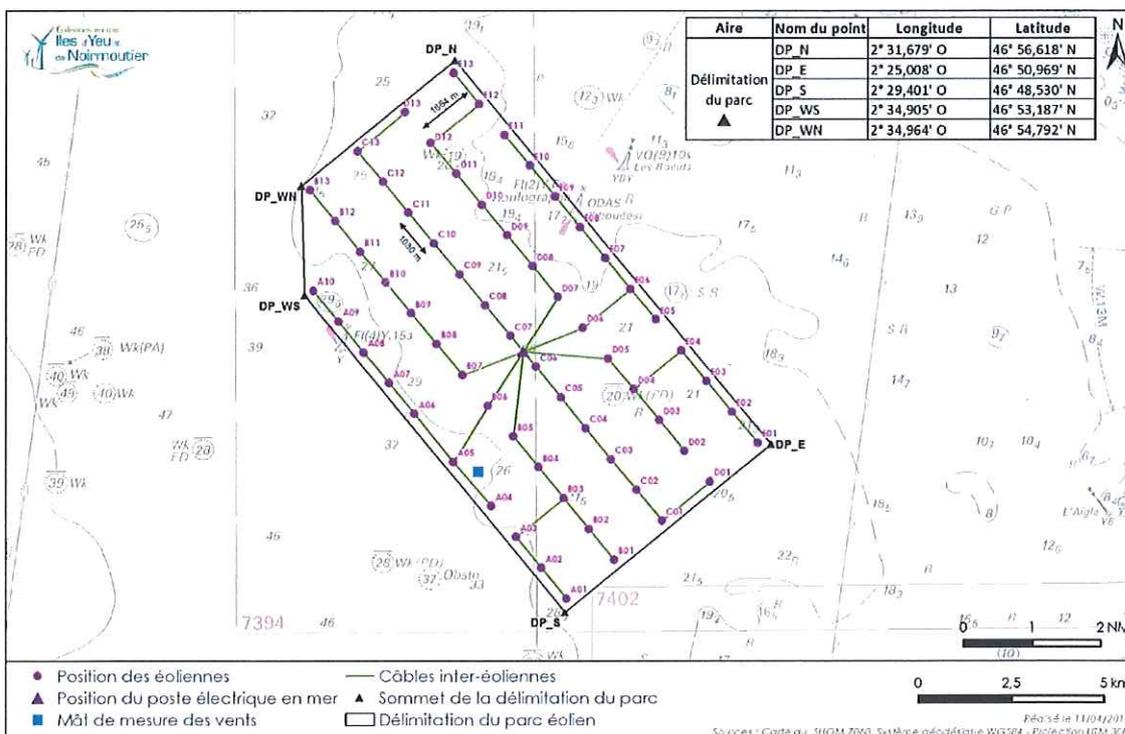
Le Préfet,

Benoît BROCARD

Carte 1 : Localisation de la zone de la concession du parc éolien des Iles d'Yeu et de Noirmoutier



Carte 2 : Zone de délimitation du parc et implantation des éoliennes, du poste électrique en mer et du mât de mesure

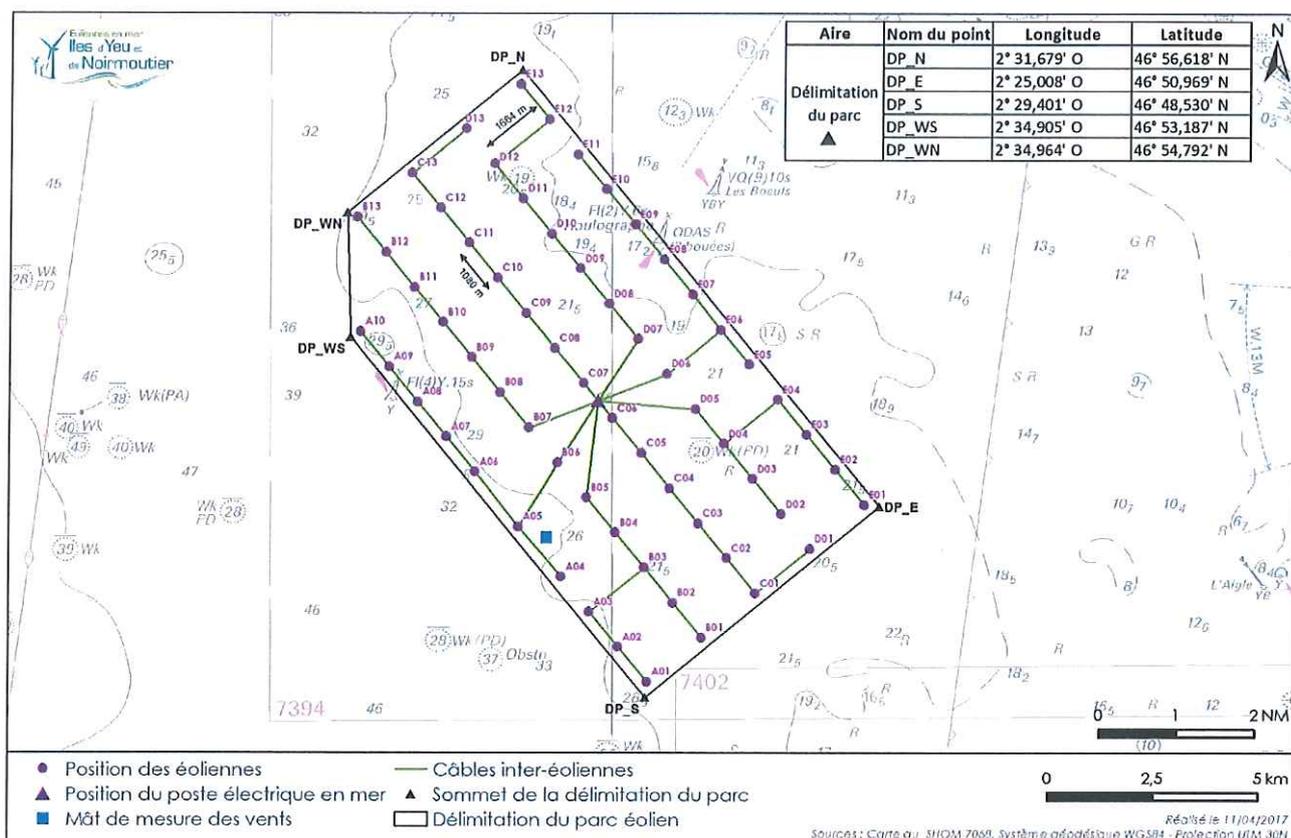




## ANNEXE 2

### TABLEAU DES COORDONNÉES GÉO-REFERENCÉES DE LA CONCESSION

Carte 1 : Zone de délimitation du parc et implantation des éoliennes, du poste électrique en mer et du mât de mesure



[Signature]

Le Préfet

Benoît BROCARD

Tableau 1 : Dénomination et coordonnées des éoliennes, du poste électrique et du mât de mesure en mer

Composant	Référence	Degré minute décimale (WGS34)		UTM 30 N	
		Longitude (O)	Latitude (N)	X (m)	Y (m)
Eolienne	A01	2° 29' 21,471"	46° 48' 43,676"	538962	5184414
Eolienne	A02	2° 29' 53,547"	46° 49' 10,837"	538277	5185248
Eolienne	A03	2° 30' 25,631"	46° 49' 38,027"	537592	5186083
Eolienne	A04	2° 30' 57,729"	46° 50' 05,215"	536907	5186918
Eolienne	A05	2° 31' 45,321"	46° 50' 44,322"	535892	5188119
Eolienne	A06	2° 32' 34,071"	46° 51' 26,765"	534851	5189423
Eolienne	A07	2° 33' 06,201"	46° 51' 53,943"	534166	5190258
Eolienne	A08	2° 33' 38,339"	46° 52' 21,086"	533481	5191092
Eolienne	A09	2° 34' 10,491"	46° 52' 48,259"	532796	5191927
Eolienne	A10	2° 34' 42,647"	46° 53' 15,430"	532111	5192762
Eolienne	B01	2° 28' 20,404"	46° 49' 17,610"	540249	5185470
Eolienne	B02	2° 28' 52,481"	46° 49' 44,808"	539564	5186305
Eolienne	B03	2° 29' 24,562"	46° 50' 12,003"	538879	5187140
Eolienne	B04	2° 29' 56,657"	46° 50' 39,163"	538194	5187974
Eolienne	B05	2° 30' 28,757"	46° 51' 06,354"	537509	5188809
Eolienne	B06	2° 31' 00,865"	46° 51' 33,542"	536824	5189644
Eolienne	B07	2° 31' 32,986"	46° 52' 00,727"	536139	5190479
Eolienne	B08	2° 32' 05,113"	46° 52' 27,910"	535453	5191314
Eolienne	B09	2° 32' 37,252"	46° 52' 55,090"	534768	5192149
Eolienne	B10	2° 33' 09,396"	46° 53' 22,268"	534083	5192984
Eolienne	B11	2° 33' 41,555"	46° 53' 49,411"	533398	5193818
Eolienne	B12	2° 34' 13,717"	46° 54' 16,583"	532713	5194653
Eolienne	B13	2° 34' 45,893"	46° 54' 43,754"	532028	5195488
Eolienne	C01	2° 27' 19,321"	46° 49' 51,535"	541536	5186526
Eolienne	C02	2° 27' 51,390"	46° 50' 18,737"	540851	5187361
Eolienne	C03	2° 28' 23,468"	46° 50' 45,937"	540166	5188196
Eolienne	C04	2° 28' 55,560"	46° 51' 13,135"	539481	5189031
Eolienne	C05	2° 29' 27,656"	46° 51' 40,330"	538796	5189866
Eolienne	C06	2° 29' 59,761"	46° 52' 07,490"	538111	5190700
Eolienne	C07	2° 30' 31,880"	46° 52' 34,680"	537426	5191535
Eolienne	C08	2° 31' 04,008"	46° 53' 01,867"	536740	5192370
Eolienne	C09	2° 31' 36,140"	46° 53' 29,052"	536055	5193205
Eolienne	C10	2° 32' 08,286"	46° 53' 56,235"	535370	5194040
Eolienne	C11	2° 32' 40,436"	46° 54' 23,415"	534685	5194875
Eolienne	C12	2° 33' 12,595"	46° 54' 50,560"	534000	5195709
Eolienne	C13	2° 33' 44,768"	46° 55' 17,735"	533315	5196544
Eolienne	D01	2° 26' 18,211"	46° 50' 25,450"	542824	5187582
Eolienne	D02	2° 26' 50,277"	46° 50' 52,657"	542138	5188417
Eolienne	D03	2° 27' 22,357"	46° 51' 19,862"	541453	5189252
Eolienne	D04	2° 27' 54,441"	46° 51' 47,064"	540768	5190087
Eolienne	D05	2° 28' 26,539"	46° 52' 14,264"	540083	5190922
Eolienne	D06	2° 28' 58,641"	46° 52' 41,461"	539398	5191757
Eolienne	D07	2° 29' 30,757"	46° 53' 08,624"	538713	5192591
Eolienne	D08	2° 30' 02,877"	46° 53' 35,816"	538028	5193426
Eolienne	D09	2° 30' 35,006"	46° 54' 03,005"	537342	5194261

Composant	Référence	Degré minute décimale (WGS34)		UTM 30 N	
		Longitude (O)	Latitude (N)	X (m)	Y (m)
Eolienne	D10	2° 31' 07,149"	46° 54' 30,193"	536657	5195096
Eolienne	D11	2° 31' 39,296"	46° 54' 57,377"	535972	5195931
Eolienne	D12	2° 32' 11,457"	46° 55' 24,559"	535287	5196766
Eolienne	D13	2° 32' 43,622"	46° 55' 51,739"	534602	5197601
Eolienne	E01	2° 25' 17,080"	46° 50' 59,389"	544111	5188639
Eolienne	E02	2° 25' 49,148"	46° 51' 26,568"	543425	5189473
Eolienne	E03	2° 26' 21,220"	46° 51' 53,778"	542740	5190308
Eolienne	E04	2° 26' 53,306"	46° 52' 20,985"	542055	5191143
Eolienne	E05	2° 27' 25,396"	46° 52' 48,189"	541370	5191978
Eolienne	E06	2° 27' 57,495"	46° 53' 15,391"	540685	5192813
Eolienne	E07	2° 28' 29,608"	46° 53' 42,590"	540000	5193648
Eolienne	E08	2° 29' 01,725"	46° 54' 09,787"	539315	5194483
Eolienne	E09	2° 29' 33,856"	46° 54' 36,949"	538629	5195317
Eolienne	E10	2° 30' 05,995"	46° 55' 04,141"	537944	5196152
Eolienne	E11	2° 30' 38,139"	46° 55' 31,331"	537259	5196987
Eolienne	E12	2° 31' 10,292"	46° 55' 58,517"	536574	5197822
Eolienne	E13	2° 31' 42,459"	46° 56' 25,702"	535889	5198657
Poste électrique en mer	-	2° 30' 15,820"	46° 52' 21,085"	537768	5191118
Mât de mesure en mer	-	2° 31' 13,930"	46° 50' 35,380"	536558	5187847



ANNEXE 3

PLAN DE MASSE DE LA DÉPENDANCE ET

DES OUVRAGES , CONSTRUCTIONS OU INSTALLATIONS PROJÉTÉES

Carte 1 : Implantation des éoliennes, du poste électrique en mer et du mât de mesure

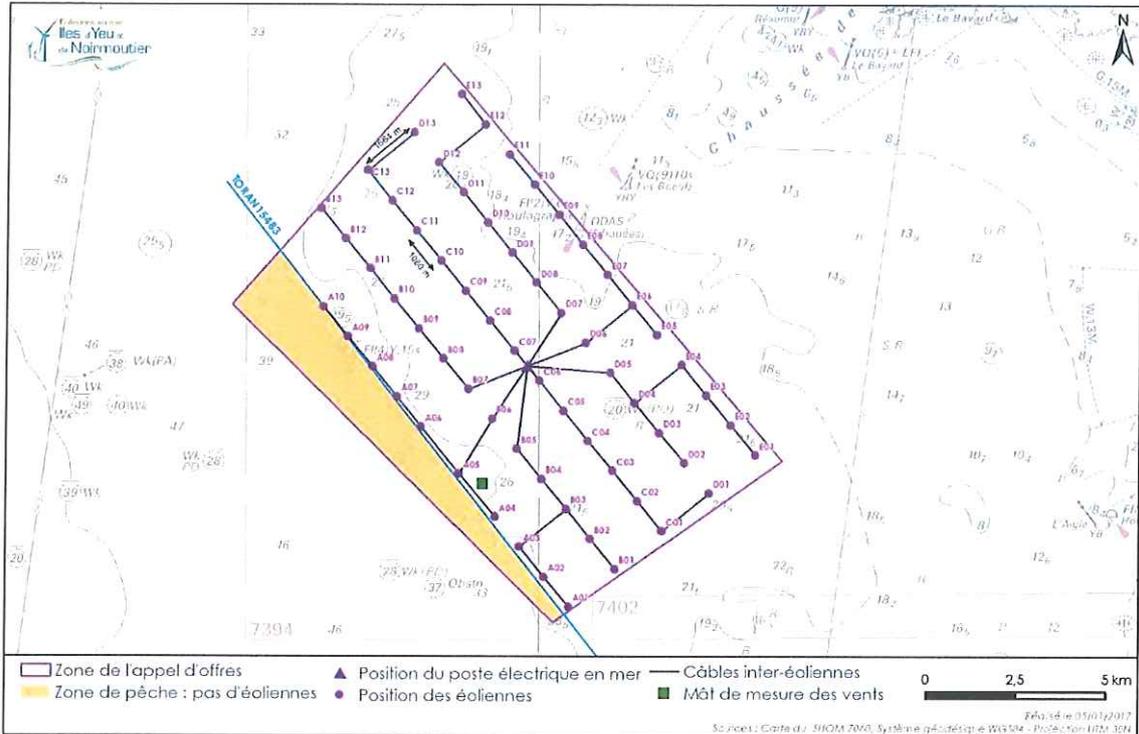
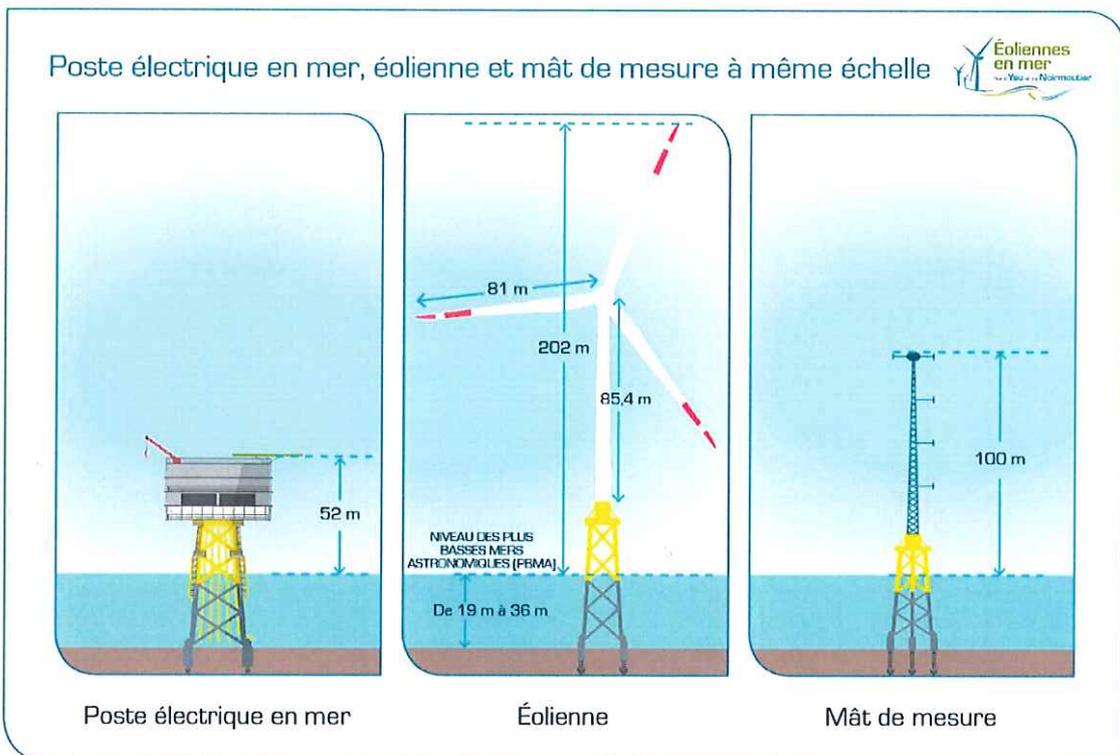


Figure 1 : Comparaison des hauteurs du mât de mesure par rapport aux éléments du parc



La référence des hauteurs est le niveau des plus basses mers astronomiques (FBMA)

*[Handwritten signature]*

Le Préfet,

*[Handwritten signature]*  
Benoit BROCARD



Figure 2 : Schéma d'une fondation jacket à 4 pieux

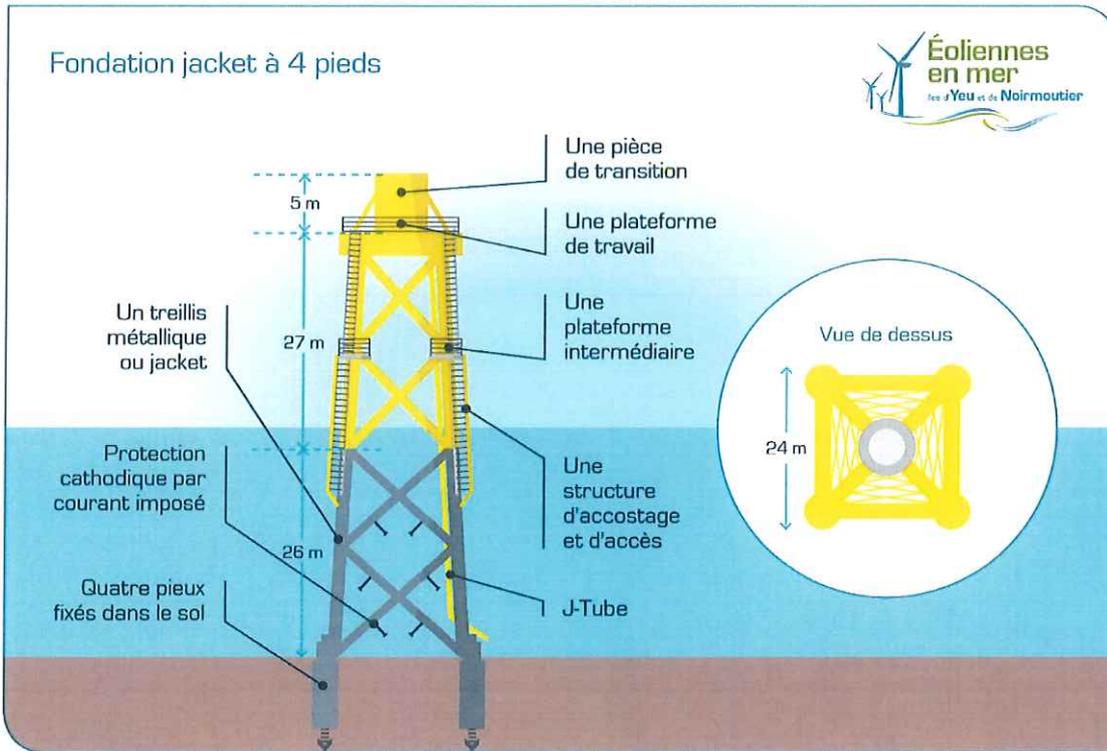
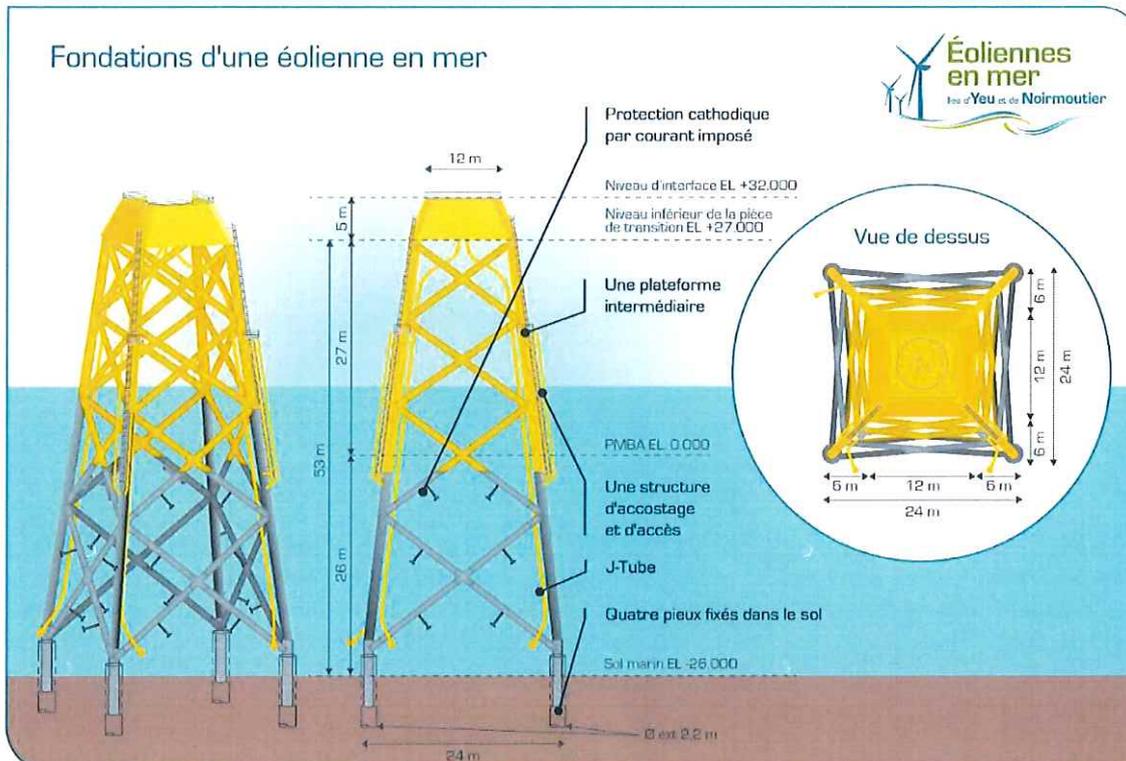


Figure 3 : Schéma côté d'une fondation jacket 4 pieds d'une éolienne



*[Signature manuscrite]*



Figure 4 : Schéma côté d'une fondation jacket 4 pieds du poste électrique en mer

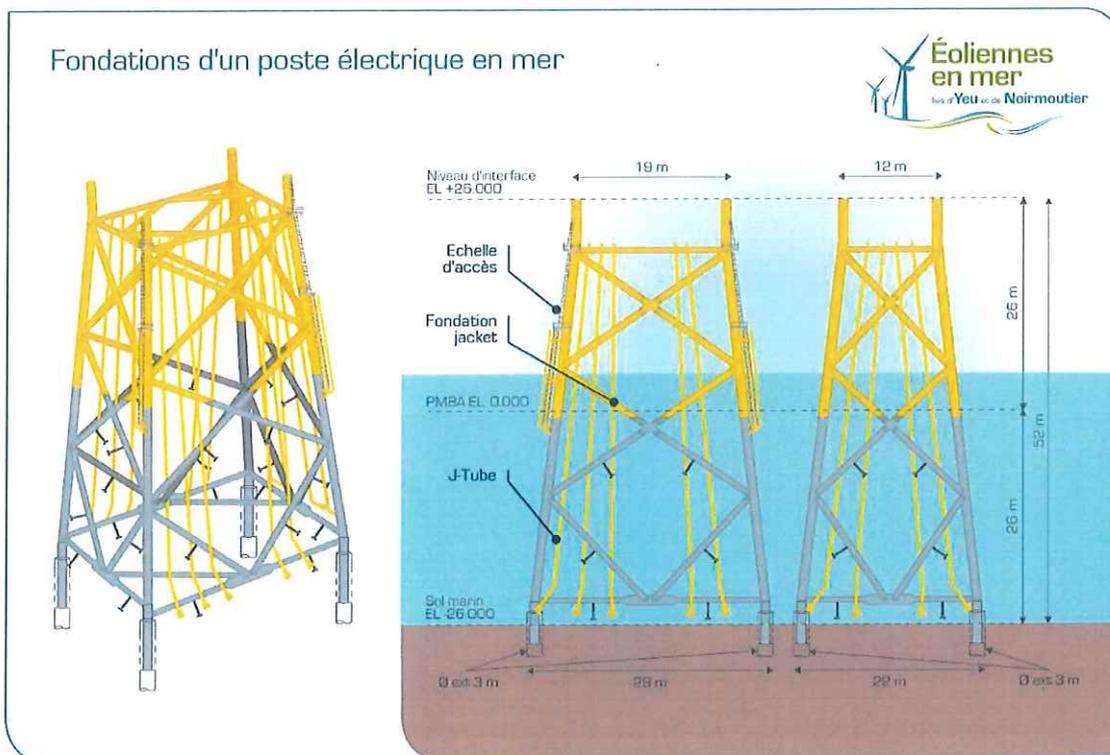
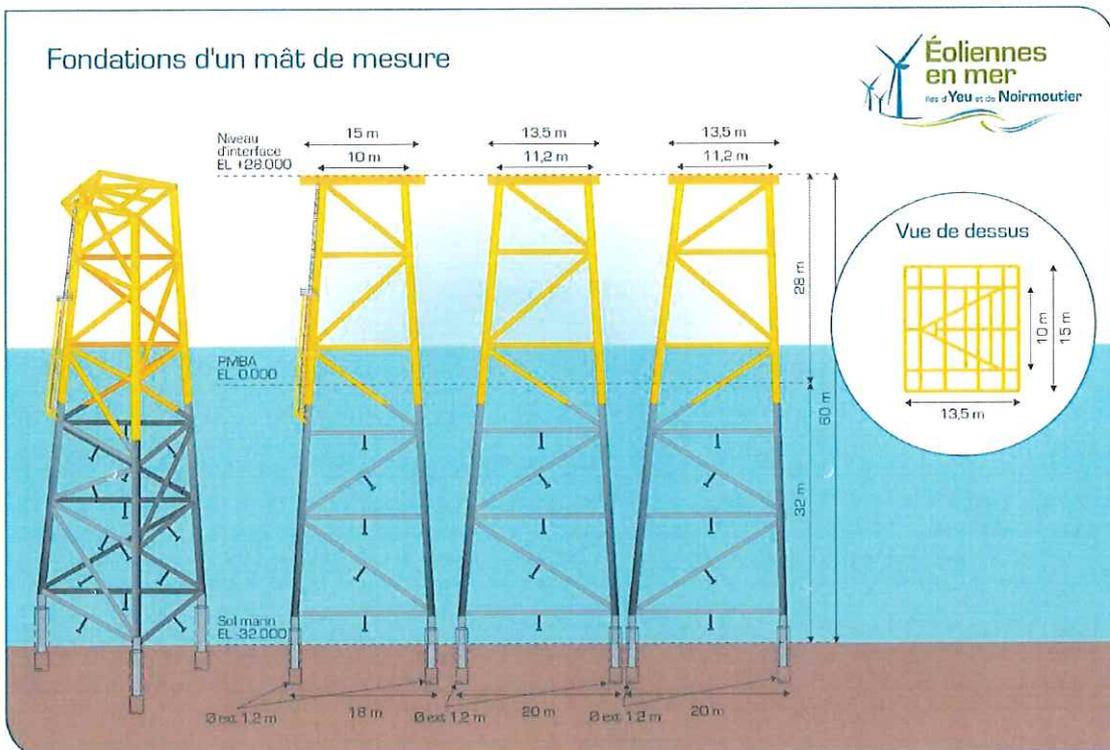


Figure 5 : Schéma côté d'une fondation jacket 3 pieds du mât de mesure en mer

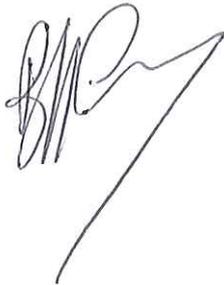




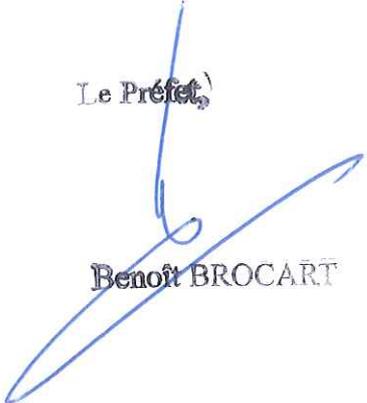
ANNEXE 4

DOSSIER DE PRECISIONS TECHNIQUES

Se reporter au dossier de demande de concession.



Le Préfet,



Benoit BROCARD

10/10/10

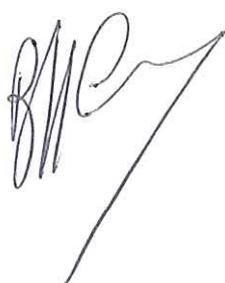
10/10/10

10/10/10

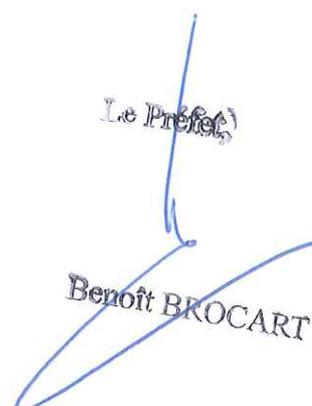
ANNEXE 5

LISTE DES PRINCIPAUX PRESTATAIRES

Cette liste sera complétée au démarrage des travaux et pourra être amendée, le cas échéant, pendant la durée du chantier.



Le Préfet



Benoit BROCARD

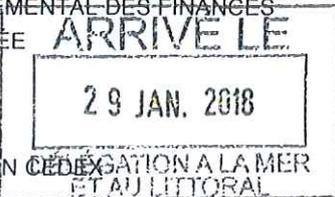


ANNEXE 6



La Roche sur Yon, le 23/01/2018

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES  
 LE DIRECTEUR DÉPARTEMENTAL DES FINANCES  
 PUBLIQUES DE LA VENDEE



Service local du Domaine

Rue Jean Jaurès

85024 LA ROCHE SUR YON

Affaire suivie par Jacqueline Poulmarch  
 Jacqueline.poulmarch@dgfp.finances.gouv.fr  
 Téléphone : 02 51 36 58 17  
 Télécopie : 02 51 46 03 41

Le Directeur Départemental des Finances  
 Publiques de la Vendée  
 à  
 Monsieur Le Préfet de la Vendée  
 Direction des relations avec les collectivités locales  
 et les affaires juridiques  
 pôle environnement  
 à l'attention de Monsieur GARDAN

OBJET : Redevance pour le Parc éolien au large des communes de L'Ile d'Yeu et de Noirmoutier (EMYN)

En réponse à votre lettre du 31/10/2017, je vous précise les conditions financières de l'occupation du DPM pour le parc éolien au large des communes de l'Ile d'Yeu et de Noirmoutier.

En référence au JO n°0096 du 23 avril 2008 et conformément à l'Arrêté du 2 avril 2008 fixant le tarif des redevances dues pour l'occupation du domaine public de l'État par les installations de production d'électricité » utilisant l'énergie mécanique du vent.

Les tarifs sont fixés en fonction de la variation du dernier indice connu du coût de la construction (ICC) publié par l'INSEE à la date du 1<sup>er</sup> décembre de l'année civile. Pour 2018, les indices pris en compte pour le calcul de la redevance sont les suivants : indice du 2<sup>ème</sup> trimestre 2008 (1562) actualisé selon l'indice du 2<sup>ème</sup> trimestre 2017 (1664).

La redevance est actualisée le 1<sup>er</sup> janvier de chaque année en fonction de la variation du dernier indice du coût de la construction publié par l'INSEE au 1<sup>er</sup> décembre de l'année précédente.

$$\text{Redevance N} = \frac{\text{redevance N-1} \times \text{ICC 2}^{\text{ème}} \text{ trimestre N-1}}{\text{ICC 2}^{\text{ème}} \text{ trimestre N-2}}$$

$$\text{Redevance 2019} = \frac{\text{redevance 2018 (2 220 353,39 €)} \times \text{ICC 2}^{\text{ème}} \text{ trimestre 2018 (connu le 1}^{\text{er}} \text{ décembre 2018)}}{\text{ICC 2}^{\text{ème}} \text{ trimestre 2017 (1664)}}$$

Le Préfet

**F** FINANCES PUBLIQUES

Benoît BROCARD

	Info	à Instruire	m'en parler
DML			
EMGM			
RAMP			
SGDML	X		
SG			
ST NO			
ST Y			
DTM LRSY			

DPM + RL  
 + RT L



Calcul pour 2018	nombre d'éoliennes	1000 € par unité de production	Indice du coût de la construction		
			Indice du 2ème trimestre 2008	Indice du 2ème trimestre 2017 pour 2017	
pour les 62 éoliennes	62	1000	1562	1664	66 048,66 €
	longueur câbles mètres linéaires	1 € par mètre linéaire (réduction de 50 %, soit 0,5 €)	Indice du 2ème trimestre 2008	Indice du 2ème trimestre 2017 pour 2017	
pour les câbles reliant les éoliennes au poste électrique en mer	76500	0,5	1562	1664	40 747,76 €
<b>PART FIXE</b>					<b>106 796,41 €</b>
		mégawatts			
<b>Pour la part variable</b>	4 000,00 €	496	1562	1664	2 113 556,98 €

Le montant de la redevance pour les éoliennes s'élève à

**2 220 353,39 €**

Concernant les câbles de raccordement électrique au continent, gérés par RTE, je vous informe que l'occupation du domaine public maritime est régie en matière de redevance par les dispositions du décret n°56-151 du 27 janvier 1956 (redevance globale versée au niveau national).

P/Le Directeur départemental des

Finances Publiques de la Vendée

Par délégation

La chef du Service local du Domaine

Inspectrice des finances publiques

